

LA QUESTION AGRAIRE

(SUITE ET FIN)

INTRODUCTION

En abordant, lors de notre dernier travail sur la question agraire la rente de monopole (N°15 - Nov 1983), nous avons achevé notre tour d'horizon des formes de la rente foncière et répondu aux critiques de la théorie révolutionnaire. Nous pouvons donc apporter à ce travail une première conclusion, objet de ce numéro 19 de Communisme ou Civilisation.

En effet, à travers l'ensemble des numéros parus (dont on pourra trouver le sommaire détaillé et correctement numéroté à la fin de ce numéro) nous avons pu souligner l'extraordinaire enjeu que constituait la question agraire pour le programme communiste.

Notre souci, à travers tout ce travail a donc été de montrer que la défense de la théorie révolutionnaire passait aussi par une restauration de ses positions cardinales sur la question agraire. Ce souci est loin d'être partagé par les forces qui prétendent incarner aujourd'hui le camp révolutionnaire, et il est étonnant de voir combien cet enjeu théorique est sous-estimé. Tout au plus la question agraire est-elle envisagée sous l'angle tactique, ce qu'on pourrait appeler question paysanne, mais d'une part son importance elle-même est niée par ceux qui, se laissant abuser par la mystification du capital, croient que celui-ci a réussi à émanciper l'homme de la sphère naturelle et que les problèmes de la terre et de la survie de l'espèce etc ... se retrouvent ipso facto résolus; d'autre part on voit mal comment, sans théorie adéquate, la plus petite solution pratique peut être avancée dans la sphère de l'agriculture. Or, il est clair, pour qui aurait lu nos textes ("mais nous nous voulons agir" répond le choeur) qu'il s'agit, lorsqu'on parle de "question agraire", d'autre chose que simplement de l'étude du secteur de la société appelé "agriculture" (tout en l'incluant bien évidemment).

Comme le dit Marx dans une lettre à Engels :

"Mais plus je me plonge dans cette ordure (l'économie politique NDR) plus je me convaincs que la réforme de l'agriculture, donc également de cette merde de propriété qui se fonde sur elle, est l'alpha et l'omega du bouleversement futur, sans quoi le père Malthus aurait raison."

C'est aussi la défense de la théorie de la valeur qui est en question et donc aussi la défense de l'intégralité de la théorie révolutionnaire. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à écrire avec la Gauche Communiste d'Italie, dont nous avons reproduit une longue citation dans notre numéro d'introduction à la question agraire (N° 2-1977) que "notre école a toujours présenté l'histoire de la question agraire comme la véritable clé de voûte de tout l'édifice de la géniale doctrine de Marx." (Dialogue avec les morts 1957)

Aussi, dans cette partie finale, nous avons choisi, à la suite des longs développements, parfois ardu, qui ont constitué ce travail, d'insister sur un certain nombre de conséquences, théoriques, sociales

politiques que la question agraire inclut et auxquelles le prolétariat organisé en parti communiste se trouvera, qu'on le veuille ou non confronté.

Libre à ceux qui se présentent aujourd'hui comme des fondateurs de parti, de négliger tous ces aspects. Quant à nous nous restons fidèles à la vieille méthode historique : fourbir et refourbir les armes sans lesquelles le prolétariat ira immanquablement vers de nouvelles et cette fois irrémédiables défaites.

Au sommaire de ce N°19 on trouvera donc :

- Une critique des thèses réformistes du "capitalisme de monopole" etc... où l'on montrera que la soi-disant antithèse entre monopole et concurrence se trouve comprise tout à fait dialectiquement dans les textes de parti sur la question agraire.

- Un développement de la thèse qui sous-tend tout notre travail et à laquelle nous avons souvent fait allusion, c'est dans l'agriculture que se lit le mieux le cours catastrophique du MPC.

- Une mise au point sur la question du rapport de l'homme à la nature en général et sur la dialectique.

- Un bref chapitre sur "Révolution communiste et agriculture" (1)

- Des extraits de Marx faisant référence au contenu du livre de "l'Economie" qui devait être consacré à la propriété foncière.

- Enfin, en guise de synthèse finale, nous reproduisons les "thèses de travail" d'Invariance N°6 (1969) consacrées à la question agraire.

oOo

Désormais Communisme ou Civilisation poursuivra alternativement tous les 6 mois la publication des deux autres études en cours :

- . Bref historique du mouvement de la classe prolétarienne des origines à nos jours. (N°20 à paraître en Mai 86)

- . La crise catastrophique du MPC (N°21 à paraître en Nov.86) etc...

Par ailleurs la revue en langue portugaise, dont le N°4 paraîtra fin 1985, sera désormais consacrée une fois par an à la publication des thèses sur le "Bref historique de la classe prolétarienne etc..."

oOo

(1) Comme nous l'avions annoncé dès le début de cette étude (cf. N° 2 -1977), la suite logique de ce travail serait l'examen des positions stratégiques et tactiques du parti communiste sur la question agraire dans les révolutions passées et futures.

11.3 VARIATIONS DU PRIX DE LA TERRE

L'évolution du prix de la terre (si nous faisons abstraction de l'intérêt du capital qui peut être compris dans ce prix) est dépendante, toutes choses égales par ailleurs, de la rente foncière et du taux d'intérêt qui permet de calculer la capitalisation de la rente foncière, déterminant ainsi le prix de la terre qui n'est rien d'autre que la rente capitalisée. Sous l'impulsion de la variation de la rente et du taux d'intérêt et de leurs combinaisons réciproques nous permet de dégager 13 cas possibles.

(VOIR TABLEAU PAGE SUIVANTE)

Quand la rente est constante, le prix de la terre ne se modifie que si le taux d'intérêt évolue, il baissera en cas de hausse du taux d'intérêt et s'élèvera en cas de baisse. En cas de baisse de la rente le prix de la terre baisse sauf dans le cas particulier où la baisse du taux d'intérêt serait telle qu'elle viendrait à l'encontre de cette baisse de la rente.

Si la baisse du taux d'intérêt s'effectue dans la même proportion que la baisse de la rente, le prix de la terre demeure constant et si la baisse du taux d'intérêt est plus forte que la baisse de la rente le prix de la terre peut même s'élever. En cas de hausse de la rente le prix de la terre s'élève sauf si la hausse du taux d'intérêt est telle que cette hausse est contrecarrée. Si la hausse du taux d'intérêt est dans le même rapport que la hausse de la rente le prix de la terre demeure constant tandis qu'il va baisser si la hausse du taux d'intérêt est proportionnellement supérieure à la hausse de la rente.

En cas de baisse de la rente le prix de la terre baisse quand le taux d'intérêt est constant ou a fortiori en hausse. Il en va de même quand la rente baisse proportionnellement plus que l'intérêt. Par contre, lorsque cette baisse est proportionnellement identique le prix de la terre reste constant et il s'élève lorsque la baisse du taux d'intérêt est proportionnellement plus élevée que celle de la rente. Une expression mathématique de la rente par rapport au taux d'intérêt peut résumer l'ensemble des cas possibles et le résultat donner le sens de la variation du prix de la terre, en hausse, constant, et en baisse.

Soit la variation de la rente ΔR qui mesure la différence entre la nouvelle rente et l'ancienne ($R_1 - R$). Si nous rapportons ΔR à R (l'ancienne rente), nous obtenons $\frac{\Delta R}{R}$ qui nous donne le taux de variation de la rente. Avec $\frac{\Delta i}{i}$ nous avons le taux de variation du taux d'intérêt où Δi est égal à $i_1 - i$ c'est-à-dire le nouveau taux d'intérêt moins l'ancien ou encore la variation du taux d'intérêt, et i représente l'ancien taux d'intérêt.

Si nous écrivons $\frac{\Delta R}{R} - \frac{\Delta i}{i}$ suivant que le résultat sera positif, nul ou négatif, le prix de la terre augmentera, restera constant ou baissera. Par conséquent le mouvement du prix de la terre suit le sens de $\frac{\Delta R}{R} - \frac{\Delta i}{i}$.

Reprenons quelques cas pour illustrer notre propos. La rente est constante et l'intérêt en baisse.

Dans ce cas $\frac{\Delta R}{R} = 0$ puisque la rente ne varie pas. $\frac{\Delta i}{i} = \frac{-0,05}{0,1}$
soit $-\frac{1}{2}$. Donc $(0) - (-\frac{1}{2}) = +\frac{1}{2}$.

| | Rente constante | Rente en baisse | Rente en hausse |
|-------------|---------------------------|--|--|
| i constant | $\frac{100}{0,1} = 1000$ | $\frac{50}{0,1} = 500$ | $\frac{200}{0,1} = 2000$ |
| i en baisse | $\frac{100}{0,05} = 2000$ | <p>1) Rente baisse plus que l'intérêt $\frac{50}{0,075} = 666 \frac{2}{3}$</p> <p>2) Intérêt baisse autant $\frac{50}{0,05} = 1000$</p> <p>3) Intérêt baisse plus que rente $\frac{75}{0,05} = 1500$</p> | $\frac{200}{0,05} = 4000$ |
| i en hausse | $\frac{100}{0,2} = 500$ | $\frac{50}{0,2} = 250$ | <p>1°) Rente hausse plus que l'intérêt. $\frac{200}{0,15} = 1333$</p> <p>2°) Rente hausse autant que l'intérêt. $\frac{200}{0,20} = 1000$</p> <p>3°) Intérêt hausse plus que rente $\frac{150}{0,2} = 750$</p> |

Le prix de la terre s'élève puisque le résultat est de signe positif.

La rente baisse, l'intérêt aussi.

1) cas où la rente baisse plus vite.

$$\frac{\Delta R}{R} = -50. \quad \frac{\Delta R}{R} = -\frac{50}{100} = -\frac{1}{2}.$$

$$\Delta i = -0,025 \quad \frac{\Delta i}{i} = -\frac{0,025}{0,1} = -\frac{1}{4}.$$

$$\frac{\Delta R}{R} - \frac{\Delta i}{i} = \left(-\frac{1}{2}\right) - \left(-\frac{1}{4}\right) = -\frac{1}{4}.$$

Le résultat est de signe négatif, le prix de la terre diminue.

2) cas où la rente baisse aussi vite que le taux d'intérêt.

$$\frac{\Delta R}{R} = -\frac{50}{100} = -\frac{1}{2}$$

$$\frac{\Delta i}{i} = \frac{-0,5}{0,1} = -\frac{1}{2}$$

$$\frac{\Delta R}{R} - \frac{\Delta i}{i} = \left(-\frac{1}{2}\right) - \left(-\frac{1}{2}\right) = 0.$$

Le prix de la terre demeure constant.

3) cas où la rente baisse moins vite que le taux d'intérêt.

$$\frac{\Delta R}{R} = \frac{-25}{100} = -\frac{1}{4}$$

$$\frac{\Delta i}{i} = \frac{-0,5}{0,1} = -\frac{1}{2}$$

$$\frac{\Delta R}{R} - \frac{\Delta i}{i} = \left(-\frac{1}{4}\right) - \left(-\frac{1}{2}\right) = +\frac{1}{4}$$

Le résultat est de signe positif, le prix de la terre augmente.

L'application de la formule générale permet donc de déterminer en fonction des diverses variations le mouvement du prix de la terre. La tendance actuelle, nous en avons plus longuement parlé ailleurs, est à une baisse du prix de la terre, et du taux d'intérêt dont la cause, hormis les phénomènes conjoncturels, doit être recherchée dans la baisse tendancielle de la rente foncière. Il semblerait d'ailleurs que ce phénomène soit présent notamment en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, ce qui montrerait une fois de plus l'interpénétration toujours plus forte des économies capitalistes nationales.

11.4 LES PROPRIETAIRES FONCIERS A LA RECHERCHE DU FERMAGE IDEAL

Dernièrement (cf. "Le Nouvel Economiste" du 17.05.85) les responsables du syndicat des propriétaires fonciers (Fédération Nationale de la Propriété Agricole) ont émis des projets audacieux pour déterminer le fermage.

Les lois actuelles sont dans l'ensemble favorables aux fermiers qui, par divers moyens peut espérer exploiter sa terre pendant 27 ans (trois baux de neuf ans) sans que le propriétaire foncier puisse la reprendre, et de cette façon il lui est possible de réaliser des investissements d'autant plus important qu'il est susceptible de les récupérer.

Constatant cette situation défavorable, notamment pour l'obtention d'une rente absolue et d'une rente différentielle II, en tenant compte du phénomène qui veut que dans les pays où domine la propriété parcellaire, le taux d'intérêt est traditionnellement plus bas que dans l'ensemble de la société (nous avons longuement parlé de la détermination du prix de la terre dans CouC N°15) nos propriétaires fonciers se sont mis à envisager une solution qui bouleverse l'économie politique. Que disent-ils ? Le placement étant peu rentable, et la durée des baux trop élevée pourquoi ne pas donner tout de suite la rente foncière pendant trente ans, c'est-à-dire peu ou prou la durée du bail que peut de fait obtenir un fermier, tout en conservant la propriété de la terre.

Dans notre théorie cela s'appelle capitaliser la rente foncière avec un taux d'intérêt de 3,1/3% soit un taux d'intérêt supérieur à celui actuellement retenu. Or la rente capitalisée n'est autre que le prix de la terre. La proposition des propriétaires fonciers ne revient donc rien moins qu'à vendre la terre tout en en conservant la propriété ! Belle escroquerie, qui se double d'une assurance sur l'évolution de la rente foncière. En effet nos propriétaires, qui sentent que nous sommes entrés dans une phase de baisse tendancielle de la rente foncière ne trouveront rien de mieux que d'empocher trente années de fermage au prix fort plutôt que de récupérer chaque année une rente qui va en s'amenuisant. Il sera toujours temps trente ans après de revoir le problème...

Tout cela est dit sans ambages : "Actuellement un propriétaire donnant sa terre en bail à 500 F. l'hectare, sait que ce loyer sera actualisé chaque année sur des prix agricoles -blé, lait et viande essentiellement - qui vont stagner, voire diminuer. Il préférerait signer un contrat ferme, même sur trente ans, mais en encaisser tout de suite la totalité, soit 500F l'hectare multiplié par le nombre d'hectares multiplié par trente, et replacer ailleurs cet argent à 10 ou 12%".

Bien entendu cette solution oblige le fermier à acheter la terre sans en devenir propriétaire. Il lui faut trouver 15 000 F par hectare qui seront autant de moins pour son capital d'exploitation. Considérons l'opération dans son ensemble.

Un propriétaire foncier qui achèterait une terre 20 000F s'empres-
serait de retirer de sa location 15 000 F sous la belle dénomination
de "vente temporaire du droit d'usufruit". Ces 15 000 F placés à
12% lui rapporteraient 54 000 F sur trente ans (intérêts non cumulés).
Pendant ce temps là, si la terre conserve sa valeur il récupère au
bout de trente ans une terre valant 20 000F qu'il avait en fait payé
5 000 (20 000 prix d'achat - 15 000 "prix de location") soit un
gain de 15 000 francs qui se traduit soit par un capital accru : il
se retrouve à la tête d'un capital de 35 000 F (20 000 + 15 000);
soit par un gain total de 69 000 F (54 000 + 15 000) à comparer
aux 72 000 F qu'il aurait obtenu en plaçant son capital à 12%.

Mais même si le prix de la terre venait à baisser, ce n'est que
s'il venait à être divisé par plus de 4 que le propriétaire foncier
verrait son capital écorné. Voilà tout de même une belle assurance
contre l'évolution défavorable de la rente foncière.

Si les taux d'intérêt venaient à baisser, il aurait toujours l'
espoir que cela compense la baisse de la rente et se traduise par
une hausse du prix de la terre. Dans tous les cas, si le prix de
la terre augmentait, l'affaire n'en serait que meilleure. Qui plus
est, il se retrouverait à la fin propriétaire d'une terre qui d'ici
là pourrait peut-être se transformer en terrain à bâtir et obtenir
encore ici de substantielles plus-values.

Ces acrobaties théoriques qui reposent sur la différence des taux
d'intérêt entre l'agriculture et l'industrie, et les difficultés qu'a
la propriété foncière à récupérer l'intégralité de la rente, souli-
gnent aussi la tendance qui pousse à l'unification des taux d'inté-
rêt; mais cette tendance est en même temps combattue par les proprié-
taires fonciers puisqu'elle abaisserait le prix des terres.

Si ce calcul est fait sur la rente effectivement perçue, on pousse
alors à revaloriser els rentes, ce qui va à l'encontre des intérêts
des fermiers capitalistes. Mais ces impasses poussent aussi les
propriétaires fonciers à abandonner le placement dans des terres
agricoles dont le prix a para ailleurs tendance à baisser, phénomène
qui oblige les fermiers capitalistes à racheter la terre pour pouvoir
l'exploiter et à diminuer d'autant le capital d'exploitation qu'ils
peuvent avancer. (1)

(1) Parmi les effets pervers, le président responsable des SAFER
constate : "le développement des "terres sans statuts" , c'est-à-
dire : (cf. le journal Les Echos) "des terres, propriétés d'agricul-
teurs, qui sont travaillées par des entreprises spécialisées ou
des jeunes ne bénéficiant pas du statut du fermage. D'où l'impossi-
bilité "d'installer" de jeunes agriculteurs à plus long terme."
Le même président poursuit : "Il faudra avoir le courage politique
de revoir le statut du fermage qui dans l'ensemble est très bon
(nous avons ici le point de vue des fermiers capitalistes donc un
point de vue tout à fait opposé à celui des propriétaires fonciers
NDR) mais dont on note cependant les effets pervers quand les
conditions économiques changent." "De toutes façons, si cette situ-
ation se perpétue, à la fin du siècle c'est une partie très impor-
tante du territoire agricole français qui sera inclassable."
(Les Echos du 29.08.85)

12 EN GUISE DE CONCLUSION

12.1 LE PROGRAMME COMMUNISTE ET LA THEORIE DU CAPITALISME DE MONOPOLE

L'examen successif de la rente différentielle, de la rente absolue et de la rente de monopole nous a montré que toutes les formes du surprofit étaient complètement enregistrées et théorisées par le programme communiste.

En conséquence il n'est nullement besoin de rejeter la loi de la valeur et de la formation d'un taux de profit moyen pour pouvoir expliquer l'existence de surprofits.

Une existence permanente dans certains secteurs comme l'agriculture permet la constitution d'une rente foncière par l'intermédiaire de la propriété foncière. D'une part c'est sur la stricte base de la détermination d'un prix de production unique pour une même marchandise que surgissent des surprofits par rapport au profit moyen pour les entreprises les plus productives de la branche. D'autre part l'influence de la propriété foncière, son intervention, a pu montrer comment une superstructure placée dans une situation de monopole peut, lorsque la base matérielle est favorable (base matérielle sur laquelle elle agit en retour) empêcher l'égalisation des taux de profit et accaparer la différence à son profit. Enfin les conditions particulières de la production de certaines marchandises engendrent une rente de monopole en faisant monter le prix de marché régulièrement au-dessus du prix de production.

Toutes ces manifestations, ces diverses expressions qui reposent sur la domination générale de la loi de la valeur sur la société, montrent que la soi-disant apparition d'un capitalisme "monopoliste" non prévu par la théorie communiste est une absurdité.

Tout confirme au contraire que les perspectives révolutionnaires d'une périodisation du MPC en deux phases : l'aphase de soumission formelle du travail au capital puis la phase de soumission réelle du travail au capital reposant sur un procès de travail spécifiquement capitaliste avec un procès de valorisation reposant surtout sur l'extraction de plus-value relative, se sont révélées toujours plus juste (cf. CouC N°s 5,7,9). En conséquence la caractéristique de l'époque moderne n'est pas l'apparition d'un mythique capital financier mais l'affirmation de la phase de soumission réelle du travail au capital.

C'est sur la base de la concurrence que se forment les monopoles, qui à leur tour engendrent la concurrence. Théoriser le développement du MPC comme capitalisme de monopole c'est occulter les mutations du procès de production et leur spécificité, c'est occulter le rapport capital/travail et les rapports d'exploitation pour leur substituer la vision d'une exploitation par les monopoles, c'est condamner le surprofit pour mieux réhabiliter le profit et l'exploitation du prolétariat. On voit donc quelle manne a pu trouver là le réformisme contre-révolutionnaire.

Dire par contre que la théorie communiste n'avait pas intégré et prévus les phénomènes liés au monopole est tout à fait faux. Dès son début, c'est-à-dire dès que la phase de soumission réelle s'instaure, ces phénomènes sont pris en compte; eux seuls peuvent expliquer cette phase du MPC.

Tout d'abord, et ce quelle que soit la phase du MPC, les moyens de production, de consommation et l'argent sont le monopole exclusif de la classe capitaliste et affrontent le prolétaire qui ne dispose que de sa force de travail.

Quant à la classe des propriétaires fonciers, elle ne peut exister que parcequ'elle dispose du monopole de la terre qui, nous l'avons vu, est avec le travail une des sources de la richesse.

La théorie des prix de production elle-même suppose le monopole et l'interpénétration des différents capitaux (industriel, commercial et bancaire). Comme nous l'avons vu (cf. CouC N°4) c'est l'affrontement de capitaux égaux et donc monopolisés qui favorise l'égalisation des taux de profit.

Enfin contre l'absurde théorie du capital financier, il est important de rappeler ici un des aspects de la théorie du taux d'intérêt et de la décomposition du profit moyen en intérêt et profit d'entreprise. Pour le communisme théorique cette décomposition ne recouvre pas le capital de prêt, le capital prêté par le capital bancaire, et le capital propre de l'industriel, mais cette distinction est valable pour l'ensemble du capital avancé, qu'il s'agisse du capital prêté par le capital bancaire ou du capital qui est la propriété de l'industriel ou du commerçant. Le capitaliste de l'industrie décompose donc aussi son capital en intérêt et profit d'entreprise et le concept d'intérêt recouvre donc une réalité plus vaste que celle qui pourrait figurer dans la notion de frais financiers des entreprises, une partie du profit étant composée de cet intérêt.

Le capitaliste industriel se double donc d'un capitaliste bancaire, tout comme nous avons vu dans le N°17 que le capitaliste bancaire cherche à obtenir le profit moyen et donc le profit d'entreprise pour son capital.

Une fois déduit de la plus-value totale la rente foncière et les impôts il reste une masse de plus-value qui, rapportée au capital avancé de la société forme le taux général de profit, et les masses de capitaux égaux produisant de la plus-value dans les conditions sociales moyennes tendent à obtenir un profit moyen égal à ce taux général de profit.

Le développement du crédit fait jouer aux banques un rôle croissant dans la société mais ce développement est justement une des caractéristiques de la nouvelle phase du MPC - phase dont l'ère moderne commence en 1830 en Angleterre-. Mettre en relief ces phénomènes comme déterminant le capitalisme moderne, qui plus est prétendre qu'ils datent de la fin du XIX^e siècle, c'est renier la théorie de la valeur, c'est masquer la formidable croissance de l'exploitation du travail salarié qui a marqué le XX^e siècle avec une augmentation gigantesque de l'intensité et de la productivité du travail. (cf. tableau en annexe I en fin de numéro).

Les théories du monopole et du capitalisme financier conduisent à nier l'exploitation en ne faisant pas du procès de production la clé de voute du MPC; elles conduisent évidemment à vouloir réfuter la théorie de la valeur : les prix de marché s'élevant prétendument au-dessus des prix de production, les monopoles contrôlant soi-disant les prix et les maîtrisant, ils peuvent alors dominer la loi de la valeur, dont la validité s'estompe.

On oublie que si tous les prix sont des prix de monopole, du même coup ils ne le sont plus. Si tout le monde vend 10% au-dessus du

prix de production, le niveau général des prix augmente de 10% et la part relative de chacun demeure inchangée. Mais au-delà de ces stupidités, le mal est plus profond, car au-delà de cette conception se profile l'illusion de la possibilité de dominer la loi de la valeur. Pensez donc braves gens, voyez ces surprofits qui sucent le sang du peuple, regardez-les administrer leur prix, et plutôt que cette engeance, mettons l'Etat qui représentera le peuple et pour le plus grand bien de tous continueront à régner le salariat, le capital et toutes les catégories de la société bourgeoise.

De même que bourgeoisie et propriétaires fonciers se sont inter-pénétrés, les bourgeois étant devenus propriétaires fonciers et les propriétaires fonciers ayant investi dans l'industrie, le commerce ou la banque, de même les diverses composantes de la classe capitaliste y compris l'Etat se sont inter-pénétrées.

Nous avons alors affaire à une classe bourgeoise dont les diverses fractions sont à la fois liées et concurrentes, mais dont aucune en soi ne possède la suprématie sur les autres ce qui n'exclut pas (mais cela fait partie de l'étude plus détaillée de chaque société) que telle ou telle fraction puisse ici ou là imposer ses vues, que tel ou tel secteur de l'industrie ou du commerce joue un rôle plus marqué. Cela est non seulement possible mais même inévitable et cet aspect doit être analysé et intégré lors des études historiques plus concrètes. Marx montrait par exemple comment toute une fraction de la société anglaise liée au commerce avec la Russie avait pu influencer la politique anglaise dans un sens globalement défavorable à l'ensemble de la bourgeoisie.

Enfin quand nous parlons de la bourgeoisie, il faut aussi tenir compte de la séparation qui s'opère (et le crédit en est une des expressions) entre la propriété et la fonction du capital. La bourgeoisie propriétaire du capital est tendanciellement expulsée du procès de production et la fonction du capitaliste assurée par des employés salariés. La bourgeoisie ressemble alors de plus en plus à la classe des propriétaires fonciers en ce sens qu'elle vit uniquement des rentes que lui procurent les intérêts ou les dividendes des actions. Qui plus est cette propriété devient sociale et dans une certaine mesure la propriété bourgeoise est niée; d'une part lorsque l'Etat supplée les capitalistes défaillants ou incapables d'avancer des masses de capitaux telles que c'est le capitaliste collectif : l'Etat qui doit assumer cette tâche; d'autre part lorsque, par le jeu successif des croisements d'intérêt et des rachats, la propriété est elle-même transférée à d'autres sociétés (holdings, sociétés mères) dans lesquelles les diverses composantes du capital (industriel, commercial, bancaire et Etat) se retrouvent dans des combinaisons variées.

De là vient aussi le fait que tout en se concentrant et se centralisant toujours plus, le capital peut avoir sa propriété éclatée en des millions de propriétaires, dont l'immense majorité fait figure de gogos plumés lors de chaque grande crise industrielle.

12.2 LE COURS CATASTROPHIQUE DU M.P.C.

12.2.1. PRIX AGRICOLES ET PRIX INDUSTRIELS.

Nous avons souvent dit au cours de ce travail que la question agraire était la pierre de touche de l'édifice théorique prolétarien, et tout particulièrement parcequ'on y voyait le mieux le caractère catastrophique que possède la forme de production capitaliste pour l'espèce humaine.

Dans le féodalisme, la terre joue, du fait des différences de productivité le rôle d'une "machine naturelle" et fournit à l'agriculture un avantage relatif que ne possède pas l'industrie où le procès de travail à cette époque ne connaît pas le machinisme. De ce fait le prix des produits agricoles y est relativement plus bas que celui des prix industriels.

"Dans tout le moyen-âge le sproduits agricoles étaient relativement à meilleur marché que les produits manufacturés; dans le temps moderne, ils sont en raison inverse. L'utilité des produits agricoles a-t-elle pour cela diminué depuis le Moyen-âge ?"
(Misère de la philosophie p.72)

Ce phénomène s'inverse dans le MPC, rendant les produits de l'agriculture et de la terre en général d'autant plus inaccessibles aux hommes. Le rapport économique de l'homme avec la nature a atteint le sommet de la perversion, au point de menacer l'espèce humaine dans sa survie même.

L'analyse de la formation du prix de production dans l'agriculture et dans l'industrie nous a montré comment dans un cas le prix de production se forme sur la base des conditions de production moyennes sur le plus mauvais terrain ce qui est source d'un surprofit permanent qui se transforme en rente différentielle par l'intérmédiaire de l'action de la propriété foncière, et comment dans l'autre cas la moyenne des diverses conditions de production détermine le prix de production régulateur du prix de marché; l'existence des surprofits pour les entreprises produisant avec une productivité supérieure à la moyenne leur permet d'obtenir temporairement un surprofit jusqu'à ce que les meilleures conditions de production deviennent la règle générale. Il s'ensuit que le prix des produits agricoles est relativement plus élevé que celui des produits industriels.

Prenons un exemple pour illustrer ce phénomène :

| | | |
|-----|------------------------|------------------------|
| I | 100 (c + v) + 40 (pl) | 200 (unités produites) |
| II | 100 (c + v) + 40 (pl) | 180 (unités produites) |
| III | 100 (c + v) + 40 (pl) | 160 (" ") |
| IV | 100 (c + v) + 40 (pl) | 140 (" ") |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 400 (c + v) + 160 (pl) | 680 |

Si nous supposons que nous avons affaire à 4 entreprises d'une même branche industrielle; dans chacune il y a un capital avancé (c+v) de 100, la plus-value y est de 40; dans la colonne de droite du tableau figurent les unités produites dans chaque entreprise.

la formation du prix de production selon les conditions moyennes de production donne un prix de production individuel de 0,82 environ et la valeur de marché de l'ensemble de la production, c'est-à-dire des 680 unités produites sera de 560. Si maintenant nous admettons qu'il s'agit de produits agricoles, le prix de production est déterminé sur la base du plus mauvais terrain. Le prix de production régulateur du prix de marché est alors égal au prix de production qui s'établit sur la base des conditions de production de la ferme IV. Le prix de production individuel est égal à 1 et la valeur de marché de l'ensemble de la production se monte à 680. Par conséquent sur la même base productive la société paie 560 des produits industriels là où elle paie 680 pour des produits de la terre.

Elle paie dans notre exemple plus de 20% plus cher les produits agricoles que les produits industriels.

"Il s'agit de la détermination par le prix de marché tel qu'il s'impose sur la base du mode capitaliste de production, grâce à la concurrence laquelle engendre une fausse valeur sociale. Ce phénomène résulte de la loi de la valeur de marché à laquelle les produits du sol sont assujettis. La détermination de la valeur de marché des produits, donc des produits du sol aussi, est un acte social, même si son accomplissement social n'est ni conscient ni intentionnel, cet acte repose nécessairement sur la valeur d'échange du produit, il n'est pas fondé sur la terre et ses différences de fertilité. Si on imagine abolie la forme capitaliste de la société, et celle-ci organisée en association consciente et munie d'un plan, les 10 quarters (ici 680 unités NDR) représenteraient une quantité de temps de travail indépendant, égale à celle contenue dans les 240 shillings (ici 560 F NDR). La société ne paierait donc pas pour le produit du sol 2 fois $\frac{1}{2}$ (ici 1,2 fois NDR) le temps de travail effectif qu'il contient; la base d'une classe de propriétaires fonciers s'en trouverait aussi supprimée. Et cela produirait exactement le même effet qu'une baisse équivalente des prix de ce produit par importation de l'étranger. S'il est juste d'affirmer - avec le mode actuel de production mais en supposant que la rente différentielle revienne à l'Etat - que le prix des produits du sol resterait constant - toutes choses égales par ailleurs, il est faux par contre de dire que la valeur des produits resterait constante si on remplaçait la production capitaliste par un système d'association. L'identité du prix de marché pour les marchandises de même espèce est la manière dont s'impose le caractère social de la valeur en régime capitaliste de production et de façon générale d'une production reposant sur l'échange de marchandises entre individus. Ce que la société, considérée comme consommateur, paie en trop pour les produits du sol, ce qui représente une perte pour la réalisation de son temps de travail dans la production agricole, constitue actuellement un gain pour une partie de la société : les propriétaires fonciers."

(Le capital Tome III ES p.81-82)

Ce mode de formation des prix, Marx le souligne, et la rente différentielle qui l'accompagne, ne disparaissent pas si la propriété foncière cesse d'exister, dans une société où se maintiendraient, par ailleurs, les catégories de la production capitaliste.

Dans ce cas, l'Etat maître des terres obtiendrait la rente différentielle et le rapport des hommes à la nature serait toujours aussi catastrophique. Staline se flattait d'avoir aboli la rente absolue (encore que celle-ci joue toujours un rôle sur le marché mondial), mais en reconnaissant l'existence de la rente différentielle il affirmait du même coup la domination du capital sur l'économie russe. Nous avons vu que désormais (cf. CouC N°10) les théoriciens du capitalisme russe, les économistes, en appellent à la nécessité de la rente différentielle pour une meilleure rationalité de l'économie. Loin d'y apporter autre chose que l'anarchie, et qu'une plus grande séparation de l'homme d'avec son corps inorganique, la nature, en renchérissant relativement les produits de la terre (1) ces phénomènes témoignent de la soumission totale de l'économie russe à la loi de la valeur et de la nécessité pour ses idéologues de justifier le règne sans partage du capital.

Seul le communisme en instaurant une production planifiée des producteurs associés brisant le cercle infernal de la production capitaliste en mettant fin à l'exploitation du prolétaire et au martyre de la terre, en permettant un échange organique entre l'homme et la nature, éliminera les effets de la rente.

Si les effets que nous avons décrits sont valables tant que dure le mode de production capitaliste, un autre facteur vient aggraver le déséquilibre instauré par le capital dans le métabolisme de l'homme avec la nature, c'est la propriété foncière.

Bien que cette dernière puisse disparaître sans que le MPC soit pour autant aboli, elle existe dans la plupart des pays, et avec elle la rente foncière absolue. Dans une lettre à Engels où pour la première fois Marx expose en même temps que la théorie des prix de production la théorie de la rente absolue, il constate:

"tu verras que dans ma conception de la "rente absolue" la propriété foncière en fait (dans certaines circonstances historiques) renchérit le prix des produits bruts. Fait, du point de vue communiste, très utilisable."
(Lettres sur le capital ES p.124)

Comme nous l'avons vu, en prenant appui sur une base économique qui traduit un retard de l'agriculture par rapport au capital du reste de la société, ce qui se manifeste par un taux de profit plus élevé dans l'agriculture du fait notamment que la composition organique y est plus basse, la propriété foncière en empêchant l'égalisation du taux de profit agricole avec le taux de profit des autres secteurs, peut obtenir une rente absolue.

Supposons que dans l'agriculture le capital avancé soit de $60 c + 40 v + 40 pl$ soit 140 tandis que dans l'industrie il est de $80 c + 20 v + 20 pl$ soit 120. Si la péréquation des taux de profit intervenait, il se formerait un taux général de profit de 30% et chaque secteur obtiendrait un profit moyen de 30% ce qui donnerait, comme le capital avancé est le même dans chaque secteur un prix de production de 130. Au lieu de cela le prix de production est de 120 dans l'industrie, et dans l'agriculture, du fait de l'absence de péréquation la valeur de la production agricole se monte à 140. Par conséquent au lieu de l'égalité dans le niveau général des prix, les prix des produits du sol sont renchérissés sous l'influence de la propriété foncière qui empêche la péréquation des taux de profit. En empêchant cette péréquation la propriété foncière empêche la rente absolue dont le taux est égal à la différence entre le taux

(1) Du point de vue économique, l'eau est incluse dans la terre.

de profit non agricole et le taux de profit de l'agriculture. Dans notre exemple ce taux de la rente absolue est de 20% et la rente absolue s'élève à 20. Dans notre exemple les prix des produits du sol sont plus de 15% plus chers que les produits industriels. Cette simple démonstration quantitative suffit à démontrer le rôle particulièrement néfaste de la propriété foncière qui vient aggraver les conditions d'accès aux produits du sol et plus généralement à la nature (la terre elle-même devient d'autant plus chère que la rente est élevée) qui constitue le "corps inorganique (de l'homme) dans la mesure où elle est 1°) son moyen de subsistance immédiat, 2°) la matière, l'objet et l'outil de son activité vitales." (Manuscrits de 1844).

Toutefois, nous l'avons déjà montré, outre cette démonstration quantitative, l'existence de la rente absolue suppose un retard qualitatif de l'agriculture sur l'industrie, retard qui se traduit par une productivité et une intensité du travail moindres dans l'agriculture et donc un prix relatif des produits plus cher.

Enfin, la présence de la rente de monopole indique également un renchérissement relatif de certains produits, pour lesquels il existe une demande qui fait face à l'offre limitée pour des raisons tenant à la nature particulière de ces produits. Pour quelques produits du sol vient donc s'ajouter à la rente absolue et différentielle une rente de monopole dont s'empare la propriété foncière.

Jusqu'ici nous avons examiné les produits agricoles qui correspondent à l'aliment de base (blé en Europe, riz en Asie). Ces produits sont relativement renchérissés par rapport aux produits de l'industrie. Mais cette démonstration faite, nous n'en avons pas fini avec le caractère catastrophique que la forme de production capitaliste possède pour la production des produits de la terre. Si l'aliment de base par exemple est relativement renchéri par rapport aux produits de l'industrie, les autres produits agricoles et notamment la viande sont en même temps renchérissés par rapport à l'aliment de base. Nous allons examiner ces phénomènes en même temps que nous approfondirons les rapports réciproques entre le taux de profit de la société et le taux de profit agricole.

12.2.2. LA DETERMINATION DES PRIX AGRICOLES DANS LES AUTRES SPHERES QUE CELLE DE L'ALIMENT DE BASE.

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner que la rente foncière n'est pas à la charge d'une seule fraction de la classe capitaliste, qu'il s'agisse de sa fraction agricole ou de sa fraction industrielle mais qu'elle retombe sur l'ensemble de la classe capitaliste; c'est-à-dire qu'elle est prélevée sur l'ensemble de la plus-value, ce qui occasionne une lutte entre capitalistes et propriétaires fonciers pour le partage de cette plus-value. Tout comme les impôts, la rente foncière vient donc en déduction de la plus-value totale.

Nous appelons donc taux de profit général le rapport de la plus-value totale au capital avancé total. Par contre nous appelons taux général de profit le rapport de la plus-value, une fois déduite la rente foncière au capital avancé total.

"Dans la société capitaliste, la plus value, ou le surproduit, se répartit - si nous négligeons les fluctuations accidentelles dans cette répartition et ne considérons que sa loi régulatrice et ses limites normales -

parmi les capitalistes comme dividendes proportionnellement à la quote-part que chacun d'eux détient dans le capital social. La plus-value apparaît sous cette forme comme le profit moyen qui revient au capital et qui, à son tour, se divise en profit d'entreprise et en intérêt, deux catégories sous lesquelles il peut échoir à différentes sortes de capitalistes. Toutefois, cette appropriation et cette répartition de la plus-value - ou du surproduit - par le capital trouvent leur limite dans la propriété foncière. Tout comme le capitaliste actif tire du travailleur le surtravail, donc la plus-value et le surproduit, sous forme de profit, le propriétaire foncier reprend au capitaliste une partie de cette plus-value, de ce surproduit, sous forme de rente, d'après les lois précédemment analysées. Par conséquent, lorsque nous parlons du profit comme la part de la plus-value revenant au capital, nous avons en vue le profit moyen (égal au profit d'entreprise plus l'intérêt) qui est déjà limité par la déduction de la rente opérée sur le profit total (identique dans sa masse, à la plus-value totale) : la rente est supposée déduite. Le profit du capital (profit d'entreprise plus intérêt) et la rente foncière ne sont donc que des éléments particuliers de la plus-value, des catégories distinctes suivant qu'elle revient au capital ou à la propriété foncière, des rubriques qui ne changent rien à sa nature." (Capital livre III. Pléiade tome II pp.1425-26)

Les deux concepts du taux de profit, tels que nous venons de les définir sont bien entendus variables tels quels au niveau d'abstraction où nous nous situons jusqu'ici; mais leur définition est susceptible d'évoluer au fur et à mesure qu'ils nous serviront pour une analyse incluant d'autres aspects de la réalité (par exemple rôle de l'Etat et des impôts; rôle des classes moyennes et des capitaux improductifs).

Dans le début du livre III Marx assimile souvent taux de profit général et taux général de profit; jusqu'à ce niveau du livre III, la plus-value n'est pas décomposée en ses différents éléments et la classe capitaliste (y compris les propriétaires fonciers) est considérée comme un tout. Dans la distinction qui est faite par la suite, c'est-à-dire lorsque l'on tient compte de la déduction de la rente, l'on réintroduit la classe des propriétaires fonciers dont la base économique est justement la rente foncière. De ce fait une distinction s'établit entre taux de profit général et taux général de profit et au sein même du profit entre profit d'entreprise et intérêt. Toutefois on ne peut considérer que l'analyse du taux de profit et de ses composantes s'arrête là. En effet, et ce sera l'objet de cette suite, la rente foncière a dans ses diverses composantes un statut et une influence particulières, suivant qu'il s'agit de la rente différentielle ou de la rente absolue, suivant que la rente concerne l'aliment de base ou les autres secteurs de l'agriculture et, last but not least, suivant qu'existe ou non la propriété foncière et donc suivant qu'existe ou non la rente absolue.

De plus l'existence de l'Etat, dont la base économique est l'impôt, le rôle des capitaux improductifs (esquissé par Marx par exemple à propos du capital commercial) ont des conséquences aussi bien sur la masse de la plus-value retenue pour figurer au numérateur du taux de profit qui va servir de référence pour déterminer le

profit moyen de chaque fraction de la classe capitaliste que sur la grandeur du capital avancé qu'il convient de placer au dénominateur du taux de profit. Nous reviendrons plus tard sur ces questions, la seule chose que nous ayons à considérer ici est que le taux de profit moyen n'est pas égal au taux de profit général mais au taux général de profit qui se calcule en déduisant la rente de la plus-value totale.

De ce fait également, rente et profit moyen sont en interaction réciproque : si le taux de profit moyen sert dans la détermination de la rente, la rente elle-même détermine le profit moyen. Il ne s'agit pas d'un cercle vicieux, mais d'une détermination conjointe. Ce simple fait montre à quel point est abstraite et ne repose en aucun cas sur les concepts de Marx, la discussion que mène le marxisme universitaire et d'autres fractions de l'économie politique sur la transformation des valeurs en prix de production chez Marx (cf. CouC N°4). On ne connaît le prix de production qu'avec la connaissance de la rente et de ce que nous avons dit sur la nécessaire évolution des définitions du taux général de profit; nous ajouterons qu'il faut également connaître l'impôt, le capital improductif etc... Ce n'est que sur le plan du capital total que l'ensemble des valeurs de marché déterminées par le prix de production mais aussi par la rente, l'impôt etc... correspondent à la valeur et dans cette conception prix de production et valeur relèvent du même plan conceptuel en ce sens qu'ils sont l'un et l'autre exprimés en argent et non pas l'un en temps de travail et l'autre en argent ou toute autre combinaison.

Supposons que le capital non agricole se décompose ainsi :

$$600 c + 400 v + 400 pl = 1400 \text{ (capital non agricole)}$$

Admettons que le capital employé dans la branche produisant l'aliment de base (cf. CouC N°6) se décompose en :

$$50 c + 50 v + 50 pl = 150 \text{ (Aliment de base - blé en Europe-)}$$

Pour le reste de l'agriculture, que nous assimilons à l'élevage, nous supposons que le capital est constitué par :

$$90 c + 10 v + 10 pl = 110 \text{ (élevage)}$$

Pour chaque secteur de l'agriculture, nous supposons que la quantité, la superficie des terres occupées est identique, ainsi que leur qualité (leur fertilité et leur situation).

La rente foncière qui est déterminée dans la branche de l'aliment de base, sera donc égale dans les deux secteurs. Si par exemple la rente différentielle était égale à 20 dans le secteur de l'aliment de base, elle serait aussi de 20 dans l'élevage puisque, par hypothèse, les terres y sont égales en tous points.

Dans la mesure où la rente se détermine dans le secteur produisant l'aliment de base, rien n'empêche l'élevage d'avoir une composition organique du capital non seulement supérieure à celle de la branche productrice du blé mais aussi à la composition organique du capital non agricole.

"Contre l'affirmation que le capital agricole met proportionnellement plus de travail vivant en oeuvre que le capital moyen non agricole, on pourrait invoquer le fait que dans l'élevage à grande échelle, par exemple, la masse de la force de travail employée est très faible, comparée au capital constant représenté par le bétail même. Cependant dans notre analyse de la rente, nous considérons comme

déterminante la partie du capital agricole qui produit la principale denrée végétale, constituant la substance de base des peuples civilisés. L'un des mérites d'Adam Smith est précisément d'avoir démontré que le prix n'était pas du tout déterminé de la même façon dans l'élevage et, en général, pour les investissements dans des terres qui ne produisent pas les subsistances essentielles (le blé etc...)"

(Marx. Capital III pléiade tome 2 p.1369)

Par conséquent, comme le montre Marx à la suite de Smith, c'est dans le secteur de l'aliment de base (et nous avons déjà insisté sur son importance théorique) que se détermine la rente foncière qui servira de référence pour les autres productions agricoles. Dans l'élevage, du fait de l'importance du bétail (1) la composition organique peut être supérieure à celle de la moyenne de la société mais cela nous l'avons vu n'empêche pas que la formation de la rente. Qui plus est il en découle une conséquence économique particulièrement importante, c'est que la rente vient renchérir les coûts de production de ce secteur. Alors que pour le blé la rente est élevée, ce n'est pas elle qui renchérit le prix, par contre dans l'élevage elle renchérit artificiellement le prix du bétail.

"Ramsay a noté justement que, la rente de la terre à blé entrant dans la fraction du prix du bétail, ce prix est artificiellement accru, par la rente, expression économique de la propriété foncière, bref, par la propriété foncière." (idem p.1378)

Par conséquent, au capital avancé dans la sphère de l'élevage, il faut ajouter la rente foncière. Le montant des coûts de production s'élève donc à c (capital constant) + v (capital variable) + R (rente foncière) qui elle-même se décompose en RD (rente différentielle) et RA (rente absolue). Si nous reprenons notre exemple nous avons $90c + 10v + 20RD + RA =$ coût de production. La rente absolue nous est encore inconnue et nous allons essayer de la calculer.

La présence de la propriété foncière empêche la péréquation des taux de profit entre le capital agricole et non agricole. Le capital agricole ne vient donc pas participer à l'établissement du taux général de profit.

La plus-value du secteur de l'aliment de base n'entre pas dans la péréquation. De la différence entre le taux de profit dans ce secteur et le taux général de profit, nous obtenons le taux de la rente absolue. Ce taux de la rente rapporté au capital avancé dans la sphère de l'aliment de base nous donne le montant de la rente absolue.

Nous pouvons donc écrire une première équation selon laquelle la rente absolue = (Taux de profit agricole (aliment de base) - taux général de profit) X capital avancé dans le secteur de l'aliment de base.

$$\text{Soit } RA = \left(\frac{P_{IAB}}{C_{ab} + V_{ab}} - p \right) C_{ab} + V_{ab}$$

(1) Selon une estimation sommaire : "la valeur du cheptel bovins dans le monde peut être évaluée, en 1982, à 4000 milliards de francs soit le quart de la valeur de toutes les actions cotées en bourse dans le monde ou 20 fois celle de toutes les actions françaises cotées." (Atlaseco 1984)

RA = rente absolue

Plab = Plus-value produite dans la branche de l'aliment de base.

Cab = capital constant dans " " " " " " " "

Vab = capital variable " " " " " " " "

ρ = Taux général de profit.

La rente différentielle totale est égale à 40 (20 dans le secteur produisant le blé et 20 dans le secteur de l'élevage), elle vient en déduction de la plus-value.

De la plus-value il faut aussi retirer la plus-value absolue de l'élevage, ainsi que le profit moyen de ce secteur à l'exception toutefois de la plus-value produite dans cette branche. De ce point de vue une partie de la plus-value produite dans l'agriculture influence indirectement le taux général de profit. Le niveau de la rente influence donc le taux général de profit mais le taux général de profit influence également le niveau de la rente.

Des éléments développés plus haut, nous obtenons une deuxième équation :

Taux général de profit = $\frac{\text{Plus-value du capital non agricole} - \text{Rente différentielle totale} - \text{rente absolue de l'élevage} - \text{profit moyen de l'élevage} + \text{plus-value du secteur de l'élevage.}}{\text{Capital avancé dans la sphère non agricole.}}$

$$\text{Soit } \rho = \frac{\text{Plna} - (\text{RD} + \text{RA} + \rho (\text{Ce} + \text{Ve} + \text{RD} + \text{RA}) - \text{Ple})}{\text{Cna} + \text{Vna}}$$

ρ = Taux général de profit.

Plna = Plus-value de la sphère non agricole.

RD = Rente différentielle de l'un ou l'autre des secteurs agricoles. La rente différentielle est supposée égale dans chacun d'eux.

RA = Rente absolue de l'un ou l'autre des secteurs agricoles. La rente absolue est supposée égale dans chacun d'eux.

Ce = Capital constant dans l'élevage.

Ve = " variable dans l'élevage.

Ple = Plus-value dans l'élevage.

Cna = Capital constant dans la sphère non agricole.

Vna = " variable " " " " " " "

Dans notre exemple nous connaissons la plus-value non agricole (400) la rente différentielle (20) le capital constant et le capital variable dans l'élevage (90 et 10), la plus-value dans l'élevage (10), le capital constant et le capital variable dans le secteur non agricole (600 et 400).

Dans la première équation présentée nous connaissons le capital constant, le capital variable et la plus-value dans le secteur de l'aliment de base (50, 50 et 50). Nous connaissons par conséquent le taux de profit dans ce secteur (50/100).

Les seules inconnues sont la rente absolue et le taux général de profit qui se conditionnent réciproquement.

En remplaçant les inconnues par les valeurs que nous connaissons dans la première équation, on obtient :

$$(1) \quad RA = (0,5 - \rho) 100$$

Si nous faisons de même dans la deuxième équation, nous avons :

$$(2) \quad \rho = \frac{400 - [2 \times 20 + 10 + \rho (100+20+RA) - 10]}{1000}$$

Soit :

$$(3) \quad 1000 \rho = 370 - [RA + RA\rho + 120\rho]$$

D'où :

$$(4) \quad 1120 \rho = 370 - RA (1 + \rho)$$

En remplaçant dans (4) la valeur de RA obtenue en (1), l'équation devient :

$$(5) \quad 1120 \rho = 370 - 100 (0,5 - \rho)(1 + \rho)$$

Soit :

$$(6) \quad 1120 \rho = 370 - (50 - 100\rho)(1 + \rho)$$

D'où

$$(7) \quad 1120 \rho = 320 + 100 \rho^2 + 50 \rho$$

Soit :

$$(8) \quad 100 \rho^2 - 1070 \rho + 1320 = 0$$

équation du deuxième degré dont la seule solution qui nous intéresse est égale à :

$$\rho = \frac{1070 - \sqrt{(1070)^2 - 4 \times 320 \times 100}}{200} \quad \text{Soit } \rho \approx 30,8\%$$

Le taux général de profit s'élève à 30,8% environ. Comme le capital avancé est 1000, la plus value réalisée dans la sphère non agricole s'élève à 308. Dans la sphère de l'aliment de base les capitalistes obtiennent aussi le profit moyen pour le capital qu'ils ont avancé. Ce profit moyen s'élève à 30,8 le capital avancé étant de 100.

On peut alors en déduire le taux de la rente absolue et la rente absolue elle-même (19,2% et 19,2).

Par conséquent les coûts de production dans le secteur de l'élevage se montent à 90 c + 10 v + 20 (RD) + 19,2 (RA) soit 139,2. C'est par rapport à ce coût de production que l'on calculera le profit moyen. Pour un taux général de profit de 30,8% la masse de profit réalisée pour un capital de 139,2 se monte à 42,8 environ.

Nous constatons ici un nouveau lien entre la rente absolue et la rente différentielle. Plus la rente différentielle est élevée plus la rente absolue, toutes choses égales par ailleurs est élevée.

Cette influence de la hauteur relative de la rente différentielle par rapport à la rente absolue s'exerce de plusieurs manières. Directement dans la mesure où elle est déduite de la plus-value totale. Dans ce cas plus la rente différentielle est élevée plus le taux de profit sera bas et par voie de conséquence la différence

entre le taux de profit du capital agricole (aliment de base) et le taux de profit du capital non agricole sera grande et donc le taux de la rente absolue sera d'autant plus élevé.

D'autre part en intervenant dans le calcul du profit moyen de certains secteurs agricoles, la rente foncière (tant absolue que différentielle) accroît le transfert éventuel de plus-value vers ces secteurs et par conséquent favorise un bas taux général de profit.

L'ensemble des capitalistes supporte le poids de la rente et tous sont également intéressés à sa diminution. Chaque capitaliste obtient le profit moyen pour son capital avancé même quand la propriété foncière existe et empêche l'égalisation des taux de profit entre le capital agricole et le capital non agricole. Chaque secteur joue cependant un rôle particulier (quand existe la propriété foncière) dans la détermination et le paiement de la rente. C'est la plus-value du secteur de l'aliment de base qui paye la rente absolue et c'est dans ce secteur qu'elle est déterminée. Plus la plus-value de ce secteur sera importante par rapport au profit moyen de ce même secteur, plus la rente absolue sera élevée. D'autre part la rente absolue a une influence sur le taux général de profit. De ce point de vue la plus-value de la sphère de l'aliment de base a une influence non pas immédiate, mais médiate sur le taux général de profit. Par contre, la rente différentielle totale et la rente absolue de l'élevage sont supportés par la plus-value du capital non agricole mais la plus-value de l'élevage intervient de manière médiate dans la détermination du taux général de profit.

La plus-value du secteur agricole autre que l'aliment de base, si elle est plus importante que ne le fait penser la plus-value produite dans l'élevage, relève d'autant le taux de profit.

Supposons qu'au lieu de $90 c + 10 v + 10 pl$ nous ayons un secteur agricole hors aliment de base ou la composition du capital soit $50 c + 50 v + 50 pl = 150$. En l'occurrence elle est égale à la composition du capital dans la branche de l'aliment de base. Par rapport à l'équation finale obtenue plus haut en (8) seul change le dernier membre de cette équation. Ainsi au lieu de déduire 10 comme précédemment nous déduisons maintenant 50, ce qui revient à ajouter 40 au dernier membre de l'équation. Celle-ci devient donc :

$$100 p^2 - 1070 p + 360$$

D'où un taux général de profit :

$$p = \frac{1070 - \sqrt{(1070)^2 - 4 \times 360 \times 100}}{200} \approx 34,8\%$$

La plus-value dans le secteur non agricole s'élève donc à 348 soit une augmentation de 40. La plus-value passe donc de 308 à 348. La rente absolue, elle, tombe de 19,2 à 15,2 soit une baisse de 4. Dans le secteur agricole hors aliment de base le capital devient donc $50 c + 50 v + 50 pl + 20 + 15,2$ ce qui donne un profit moyen de 47. Du même coup il est entièrement supporté par la plus-value de ce secteur qui prend même à sa charge une partie de la rente foncière. Le fait de déduire la plus-value pourrait faire penser qu'il s'agit d'un artifice comptable et que cette plus-value fait partie de la plus-value totale qui participe à la formation du taux général de profit, mais le fait notable c'est que le capital de ce secteur ne participe pas à la détermination du taux général

de profit, en cela il suit le capital du reste de l'agriculture même si comme toute la plus-value produite, celle de ces secteurs a une influence, que nous avons qualifiée de médiate à la différence de celle du secteur non agricole que nous pouvons qualifier d'immédiate, sur sa détermination.

Nous avons déjà vu les rapports entre rente différentielle et rente absolue. Nous pouvons constater ici que plus la composition organique du capital agricole hors aliment de base est élevée plus la propriété foncière est à même d'obtenir une rente foncière élevée. La propriété foncière aura donc tout intérêt à faciliter la divergence la plus importante possible entre la composition organique du capital dans la branche produisant l'aliment de base et la composition organique du capital dans les autres secteurs agricoles. Dans le secteur de l'aliment de base plus cette composition organique est basse et plus la rente absolue peut être élevée. Plus la composition organique du capital agricole hors aliment de base est élevée plus la rente absolue peut être importante. La diversité des productions qui était un élément favorable à la propriété foncière pour l'exercice de son monopole face aux fermiers capitalistes est en même temps un facteur d'accroissement de la rente. De ce point de vue la propriété foncière ne s'opposerait pas au développement de l'élevage. Toutefois il ne faut pas que cette hausse de la composition organique traduise un réel progrès du développement des forces productives dans l'agriculture ce qui se retournerait à terme contre la propriété foncière. Les terres étant transformables, une partie des progrès accomplis suivraient alors dans la sphère de l'aliment de base et saperaient la base matérielle qui permettait à la propriété foncière d'obtenir une importante rente absolue. De ce fait les progrès de cette différenciation ont une limite, l'intérêt général de la propriété foncière étant de faire obstacle à un développement capitaliste qui se traduirait par une modernisation de l'agriculture.

Nous avons vu à propos de la rente différentielle sur le plus mauvais terrain qu'un développement inégal de l'accumulation pouvait favoriser la propriété foncière. Ici nous pouvons constater qu'un développement différencié des productions peut avoir la même influence. Le développement de l'élevage s'inscrivant dans le cours de la société moderne, c'est-à-dire de la phase de soumission réelle du travail au capital (la consommation de viande par tête est un des indices les plus sûrs du développement capitaliste) la propriété foncière n'a pu que suivre ce mouvement avec intérêt.

Si la propriété foncière a tout intérêt à ce que la composition organique du secteur agricole hors aliment de base soit - dans les limites que nous avons évoquées - la plus élevée possible, elle a également intérêt à ce que cette production occupe une part d'autant plus importante dans la production agricole.

Supposons en effet une autre répartition du capital que celle envisagée précédemment.

Désormais la production de l'aliment de base occupe seulement le quart des terres à usage agricole si bien que l'élevage en utilise les trois quarts.

En admettant que la composition du capital à l'hectare demeure la même pour l'ensemble de l'agriculture nous obtenons la répartition du capital suivante :

| | | | | | | | |
|-------|---|------|---|-------|---|-----|-----------------------|
| 25 c | + | 25 v | + | 25 pl | = | 75 | aliment de base (blé) |
| 135 c | + | 15 v | + | 15 pl | = | 165 | élevage |

La rente différentielle demeure inchangée, la qualité des terres étant supposée inchangée. Toutefois sa répartition quantitative est modifiée puisque la production de blé n'occupe plus que le quart des terres; la branche de l'aliment de base ne paiera que le quart de la rente soit 5 au lieu de 20 précédemment. Par contre l'élevage paie la différence, la rente s'élevant désormais à 30 ce qui correspond bien aux $\frac{3}{4}$ de la rente totale. Il en va de même toutes choses égales par ailleurs pour la rente absolue. Cependant du fait de la modification de la répartition du capital entre les différentes branches agricoles, celle-ci, sur la plan global va évoluer.

Notons aussi que si la composition organique de chaque branche n'est pas modifiée, la composition organique du capital total de la société elle, l'est du fait même du transfert de capital. Quelles sont les conséquences de ces modifications à la fois sur le taux de profit et sur la rente absolue ?

La résolution des équations avec les nouvelles données nous donne :

$$150\rho^2 - 1105\rho + 300 = 0$$

Donc la solution qui nous intéresse est :

$$\frac{1105 - \sqrt{(1105)^2 - 4 \times 300 \times 150}}{300} \approx 28,2\%$$

Le taux de profit est désormais de 28,2% soit un taux de profit plus bas que le taux de profit antérieur. La rente absolue s'élève d'autant. Son taux atteint désormais 21,8%, et sa masse est de près de 11 dans le secteur de l'aliment de base mais pour le quart des terres. La rente absolue totale s'élève donc à 44 environ, soit près de 6 de plus que celle qui correspondait à l'ancienne répartition du capital.

La propriété foncière est donc ici d'autant plus favorisée que la part relative du capital dans les secteurs comme l'élevage où la composition organique est pour des raisons techniques (et non sociales) plus élevée que la moyenne est plus importante dans l'ensemble du capital agissant dans la sphère agricole.

Nous pouvons voir donc qu'ici aussi la propriété foncière a tout intérêt à favoriser un certain type de production dans la limite, répétons-le, où cette répartition ne traduit pas du même coup un développement de l'agriculture capitaliste qui pourrait réduire à terme l'écart entre le taux de profit agricole et le taux de profit non agricole.

A la suite de la détermination du taux général de profit et de la rente foncière et donc de la formation des divers prix comment se situent l'un par rapport à l'autre les prix relatifs des diverses productions ?

Revenons à notre premier exemple.

Dans le secteur non agricole le prix de production s'élevant à $600 + 400 + 308 = 1308$ soit pour un capital de 100, 130,8. Dans le secteur de l'aliment de base le prix du blé s'élevait à 170 tandis que dans l'élevage ce prix était de 182. Par conséquent si l'aliment de base a un prix relatif supérieur de près de 30% au prix des productions non agricoles, le prix des produits de l'élevage lui est supérieur de près de 40% à ce même prix. Ce qui est vrai de l'élevage l'est également des autres productions agricoles hors aliment de base. Si donc nous avons tiré de la théorie de la rente une première conclusion selon laquelle le prix des produits agricoles et de la terre en général sont relativement plus élevés

que le prix des produits industriels manufacturés, nous pouvons déduire également de cette même théorie que les produits de l'élevage sont 7% plus chers que l'aliment de base. La forme de production capitaliste porte donc à son comble les difficultés pour l'obtention de divers aliments et matières premières particulièrement nécessaires à l'homme. La viande et d'autres produits agricoles seront donc toujours chers dans le MPC et hors de portée du prolétaire, tandis que les besoins alimentaires seront toujours mal satisfaits.

L'une des tendances de l'agriculture capitaliste sera aussi de limiter l'utilisation du sol pour la production de viande (élevage hors sol) afin d'abaisser les prix.

Supposons maintenant une révolution bourgeoise radicale à la suite de laquelle la terre serait nationalisée. Si la propriété privée de la terre disparaît, cela ne signifie pas pour autant que le MPC a disparu.

Devenue propriété d'Etat, sur la base de la production capitaliste la terre n'est plus le monopole de la propriété foncière, les conditions superstructurelles pour l'existence de la rente absolue sont abolies et celle-ci disparaît. Il n'en va pas de même pour la rente différentielle qui subsiste tant que le MPC existe. Lénine, à la suite de Marx, avait très bien compris cet aspect de la théorie révolutionnaire et en faisait un des points saillants de la stratégie du prolétariat dans la perspective de la révolution démocratique bourgeoise radicale dirigée par le prolétariat en Russie. Les conclusions générales que nous en avons tirées quant au prix relatif des produits seraient-elles modifiées ?

Staline se flattait d'avoir aboli la rente absolue. Trotsky lui rétorquait justement que de toutes façons, il en subissait l'influence à travers les lois du marché mondial auquel il était soumis et que le saint des saints : la rente différentielle n'avait pas disparue pour autant. Or qui dit rente différentielle (et cela Trotsky non plus ne voulait pas l'admettre) dit domination du capital. Que l'Etat se baptise république socialiste ou autrement ne change rien à l'affaire.

Pour notre propos il sera suffisant ici de n'envisager que les conséquences d'un tel bouleversement (la disparition de la rente absolue) sur le plan quantitatif.

Pour reprendre notre exemple traditionnel, nous avons la composition du capital suivante :

| | | | | |
|---------|---------|----------|------|-----------------------|
| 600 c + | 400 v + | 400 pl = | 1400 | Secteur non agricole. |
| 50 c + | 50 v + | 50 pl = | 150 | Aliment de base |
| 90 c + | 10 v + | 10 pl = | 110 | Elevage |

Nous supposons que dans le secteur de l'aliment de base, il existe 4 types de terrains sur chacun desquels est investi 1/4 du capital total et dont les rendements sont de 37,5 quintaux de blé sur le terrain le plus mauvais, le terrain I; 40 quintaux pour le terrain de qualité supérieure (terrain II); 42,5 pour le terrain III et 50 pour le meilleur terrain (terrain IV).

La rente différentielle totale en nature est de 20 quintaux $[(50-37,5) + (42,5 - 37,5) + 40-37,5]$ et comme le prix du quintal était jusque-là de 1 (le capital investi est de 25 et le taux de profit de 50% soit une valeur de 37,5 pour 37,5 quintaux) la rente différentielle était égale à 20, résultat d'où nous sommes partis

pour les calculs précédents.

Dans l'élevage nous avons vu que la formation des prix, caractéristiques du MPC était telle qu'il fallait ajouter aux coûts de production la rente déterminée par les terres produisant l'aliment de base.

La première conséquence importante corollaire de la disparition du monopole de la propriété foncière et de la rente absolue c'est que désormais la totalité du capital, que ce soit le capital du secteur non agricole ou le capital du secteur agricole, participe directement à l'établissement du taux général de profit. Il nous faut cependant déterminer simultanément la rente différentielle et le taux de profit. La totalité de la plus-value, 460 dans notre exemple participe à la détermination du taux général de profit. Il faut retirer de cette plus-value la totalité de la rente différentielle, mais le montant de celle-ci dépend du taux de profit puisque c'est maintenant le prix de production sur le plus mauvais terrain et non plus la valeur qui détermine le prix du blé. La branche de l'aliment de base comme toutes les autres branches participe au processus d'égalisation des taux de profit et de formation du taux général de profit. De ce fait le capital avancé et la plus-value produite dans ce secteur sont impliqués dans le calcul du taux général de profit. Pour calculer le taux de profit nous devons donc retirer de la plus-value totale la rente différentielle totale et rapporter cette masse de plus-value restante au capital avancé total sans oublier que dans celui-ci rentre la rente différentielle de l'élevage.

$$\text{Taux de profit } \rho = \frac{460 - 2RD}{1000 + 100 + 100 + RD}$$

Par contre la rente différentielle est égale à la rente en nature que multiplie le prix de production du quintal soit :

$$RD = \frac{25(1+\rho)20}{37,5} \quad \text{soit} \quad \frac{40}{3}(1+\rho)$$

En remplaçant RD par $40/3$ dans l'équation du taux de profit on obtient :

$$\rho = \frac{460 - \frac{80}{3}(1+\rho)}{1200 + \frac{40}{3}(1+\rho)}$$

$$1200\rho + \frac{40\rho}{3} + \frac{40\rho^2}{3} = 460 - \frac{80}{3} - \frac{80\rho}{3}$$

$$1200\rho + \frac{120\rho}{3} + \frac{40\rho^2}{3} = 460 - \frac{80}{3}$$

$$1240\rho + \frac{40\rho^2}{3} - \frac{1300}{3} = 0$$

$$\frac{40\rho^2}{3} + 1240\rho - \frac{1300}{3} = 0$$

La seule solution qui nous intéresse est égale à :

$$\rho = \frac{-1240 + \sqrt{(1240)^2 + 4 \times \frac{40}{3} \times \frac{1300}{3}}}{80/3}$$

où $\rho \approx 34,8\%$. La rente différentielle s'élève elle à 18 environ.

Le prix du produit non agricole s'élève donc à 1348 soit 134,8 pour 100 de capital avancé.

Dans la sphère de l'aliment de base la valeur de marché est égale à $100 + 34,8 + 18 = 152,8$ soit un prix relatif 13% plus élevé. Dans la branche de l'élevage la valeur de marché s'élève à $118 + 41$ soit 159. Le prix relatif y est donc plus élevé de 4% que dans l'aliment de base et de 17% par rapport au produit non agricole. Par conséquent même débarrassées de la propriété foncière, les conditions économiques particulières au MPC conduisent à ce que la viande (1) soit plus chère que le blé et que celui-ci soit lui-même relativement plus cher que les produits manufacturés. N'en déplaise à Staline, à ses mânes et à ses successeurs, même en Russie, la loi de la faim, la loi économique spécifique du MPC qui sépare comme jamais dans l'histoire l'homme de la nature et le condamne à mort tout en épuisant celle-ci, est aussi à l'oeuvre.

Quiconque voudrait passer de la théorie à l'analyse statistique (exercice périlleux d'une part parcequ'il exige une bonne maîtrise de la théorie et une bonne maîtrise de la manière dont ces statistiques sont élaborées, et d'autre part parceque ces statistiques bourgeoises sont précisément élaborées sans tenir compte de la théorie communiste qu'elles s'efforcent plutôt de nier et d'ensevelir sous une avalanche de chiffres), qui donc voudrait examiner les faits s'apercevrait qu'en règle générale ils paraissent contredire complètement la théorie. Dans le jargon statistique, la "valeur ajoutée" est égale à la différence entre la valeur de la production et les consommations intermédiaires. Dans notre schéma cela signifie par exemple que la valeur ajoutée dans l'industrie est égale à $1308-600 = 708$. Si nous supposons que chaque ouvrier a un salaire de 10, la valeur ajoutée par tête s'élève à $708/40 = 17,7$. Dans l'agriculture, en ce qui concerne l'aliment de base nous obtenons : $150-50 = 100$. Ici aussi en supposant un salaire par ouvrier de 10 nous obtenons une valeur ajoutée par personne de $100/50 = 20$. Dans l'élevage le résultat est $139,2-90 = 49,2$ soit rapporté à l'ouvrier une valeur ajoutée de 49,2 par personne productive. Un coup d'oeil rapide sur la statistique bourgeoise nous apprend qu'il en est strictement le contraire c'est-à-dire que la valeur ajoutée par tête est supérieure dans l'industrie. Ce phénomène est renforcé si on considère que la proportion d'improductifs est supérieure dans les secteurs non agricoles. Il ne s'agit pas d'un phénomène

(1) Notre théorie a montré l'importance de l'alimentation carnée pour l'homme, n'en déplaise au végétariens.

"L'alimentation carnée contenait, presque toutes prêtes, les substances essentielles dont le corps a besoin pour son métabolisme; en même temps que la digestion, elle raccourcissait dans le corps la durée des autres processus végétatifs, correspondant au processus de la vie des plantes, et gagnait ainsi plus de temps, plus de matière et plus d'appétit pour la manifestation de la vie animale au sens propre. Et plus l'homme en formation s'éloignait de la plante, plus il s'élevait au-dessus de l'animal."

(Engels. Dialectique de la nature. p.177)

conjoncturel puisqu'il est multiséculaire et touche la plupart des pays.

Les staliniens ont de ce fait bonne mine à affirmer que cela provient d'une détérioration des "termes de l'échange" entre agriculture et industrie due à la politique des "grands monopoles" alors que ce phénomène se retrouve même du temps où lesdits monopoles n'avaient pas atteint le développement et l'influence que leur attribuent les staliniens.

En fait il faut avoir des choses une vue toute autre.

L'analyse théorique qui est faite ici suppose un développement du capitalisme dans toutes les branches d'industrie et donc aussi dans l'agriculture. Il est supposé que toute la terre est exploitée par des ouvriers salariés dirigés par des fermiers capitalistes. Or dans la plupart des pays capitalistes, le salariat ne représente encore qu'une minorité de la population active agricole et même si sa part dans la valeur de la production s'accroît il n'en représente également qu'une minorité. Le retard qualitatif de l'agriculture sur l'industrie se traduit par l'existence d'une masse importante de paysans parcellaires soumis aux lois du marché capitaliste, qui produisent dans des conditions de productivité et d'intensité du travail inférieures à la moyenne sociale. Ils ne participent pas alors à la détermination de la valeur de la production bien qu'ils contribuent à une partie non négligeable de celle-ci et doivent travailler de longues heures pour obtenir un revenu souvent inférieur à celui des ouvriers de l'industrie les plus mal payés. Le carcan que constitue pour eux la propriété de la terre, souvent d'autant plus illusoire que le véritable propriétaire en est le capitaliste financier (crédit agricole) est alors le puissant motif qui les pousse à s'échiner jusqu'à ce que les conditions soient à ce point détériorées qu'ils n'ont plus d'autre choix, pour ceux qui doivent encore poursuivre une activité, que le salariat, ce qui signifie souvent l'exode rural. De ces conditions particulières il résulte qu'une même quantité de travail productif ne crée pas la même valeur dans l'agriculture et dans l'industrie dans la mesure où dans l'agriculture le travail ne s'exerce pas dans des conditions de production conformes à la moyenne sociale et est donc dépouillé de la productivité et de l'intensité nécessaires pour être pris en compte au niveau social.

L'un des éléments de mesure du progrès de l'agriculture par rapport à l'industrie sera justement de voir si la part relative du travail fourni à la valeur créée se rapproche ou s'éloigne de l'industrie.

1 2 2 3. QUESTION AGRAIRE ET DIALECTIQUE DE LA NATURE.

Tout au long de ce travail nous avons souligné l'importance primordiale de la question agraire pour la compréhension du fonctionnement des catégories fondamentales du MPC. Au-delà de cet aspect l'étude de la question agraire concerne la sphère, vitale pour l'homme, des échanges organiques qu'il maintient avec la nature pour assurer sa propre existence et reproduction en tant qu'espèce. nous ne reprendrons pas ici les thèses classiques de la théorie communiste sur le rapport générique entre l'homme et la nature : nous les avons exposées, quoique brièvement, dans le N° 6 de CouC, consacré à la question agraire. Ce que nous comptons aborder ici, c'est comment la théorie communiste résout la question "philosophique" de la connaissance qui s'établit sur la base de

ce rapport entre l'homme et la nature , et rompt avec ses différentes représentations traditionnelles.

Sur le plan philosophique, comme l'avait rappelé à juste titre la Gauche Communiste d'Italie, la théorie communiste est un monisme, c'est-à-dire qu'elle ne reconnaît qu'un seul (mono) principe comme fondement de la réalité. Il peut très bien exister des monismes idéalistes, et le système Hegelien en est un, qui fait de l'Idée le fondement et le principe moteur de la réalité. Le communisme est un monisme matérialiste car il ne conçoit le monde et toute la réalité que comme le produit de l'activité matérielle des hommes.

Dans cette perspective, le monisme communiste ne reconnaît aucune "sphère supérieure", aucun autre principe (Dieu, la pensée, l'Idée etc...) qui pourrait expliquer l'existence des choses réelles ou leur saisie intellectuelle par l'espèce humaine. Mais en même temps la "matière" qui est à la base de cette conception n'est pas la matière abstraite de la science bourgeoise mais comme l'ont montré très tôt les "Thèses sur Feuerbach" la matière comme produit de l'activité sociale de l'homme.

"Le principal défaut de tout le matérialisme passé - y compris celui de Feuerbach- est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d' objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que praxis, de façon non subjective."
(Thèse 1)

Ainsi, dans l'étude du rapport de l'homme à la réalité qu'il trouve face à lui, le communisme privilégie d'emblée la praxis, le rapport pratique par lequel l'homme affirme le monde comme monde humain. De même l'homme se trouve face à la nature extérieure mais celle-ci ne lui est pas étrangère car il est lui même une partie de la nature. C'est pourquoi il considère tout ce qui ne forme pas directement son corps physique comme son corps inorganique (Marx). Le rapport qu'il noue avec la nature n'est donc pas une opposition figée (où l'homme, caractérisé par la pensée, incarnerait notamment l'élément "spirituel" par rapport à la nature matérielle) mais un rapport dialectique où sujet et objet sont unis.

Dans la mesure où il est une partie de la nature, et est soumis à son action et à ses lois, l'homme est un être naturel; mais en même temps, dans la mesure où il cherche à agir sur la nature et par suite à la connaître il agit comme sujet en humanisant la nature. De ce point de vue la nature elle-même est également objet et sujet: objet de la praxis humaine car l'homme agit sur la nature pour la transformer en satisfaisant ces besoins; sujet car avec l'apparition de l'homme comme être pensant la nature accède à la conscience de soi.

"A partir des premiers animaux se sont développés essentiellement par différenciation continue, les innombrables classes, ordres, familles, genres et espèces d'animaux, pour aboutir à la forme où le système nerveux atteint son développement le plus complet, celle des vertébrés, et à son tour, en fin de compte, au vertébré dans lequel la nature arrive à la conscience d'elle-même : l'homme."
(Engels Dialectique de la nature p.41)

La médiation, le lien vivant qui unit l'homme à son corps inorganique, la nature, c'est la praxis, autrement dit l'activité générique de l'homme, aussi bien pratique que théorique, par laquelle il affirme sa nature d'être générique.

"L'homme est immédiatement un être naturel. en tant qu' être naturel et être naturel vivant, il est doué de forces naturelles, de forces vitales; il est un être naturel actif; ces forces existent en lui sous la forme de dispositions et d'aptitudes, d'impulsions. D'autre part, en tant qu'être naturel, en chair et en os, sensible, objectif, il est un être souffrant, dépendant et limité, tout comme la plante et l'animal. Autrement dit les objets de ses impulsions existent en dehors de lui comme objets indépendants de lui; mais ces objets sont objets de ses besoins; ce sont des objets indispensables, essentiels, pour la manifestation et l'affirmation de ses forces essentielles. Dire que l'homme est un être en chair et en os, doué de forces naturelles, vivant, réel, sensible, objectif, c'est-à-dire qu'il a pour objet de son être, de la manifestation de sa vie, des objets réels, sensibles, et qu'il ne peut manifester sa vie qu'en des objets réels, sensibles. Etre objectif, naturel, sensible; avoir un objet, une nature, un être sensible en dehors de soi-même; être soi-même objet, nature, être sensible pour un tiers sont des expressions identiques."
 (Manuscrits de 1844. Ed. 10/18 p.282)

Par rapport à la nature, l'homme ne fait donc pas acte de connaissance abstraite mais au contraire la connaissance qu'il a de la nature, naît du rapport qui s'engage entre eux.

La praxis, l'activité générique de l'homme au moyen de laquelle il rend humaine la nature qui l'entoure, en même temps qu'il se naturalise, est donc le véritable foyer de la connaissance humaine. L'homme connaît parcequ'il rentre dans un rapport pratique avec le monde et qu'il forge une réalité correspondant à cette praxis humaine. Cette conception communiste se distingue tant de l'idéalisme métaphysique, dont le sommet est exprimé par Hegel, pour qui la réalité est un produit de l'Idée qui ne fait pas autre chose que se connaître elle-même, que du matérialisme vulgaire pour qui le monde est matériellement ordonné selon une rationalité achevée qui, en se reflétant dans le cerveau des hommes se dévoile à leur connaissance;

Ces deux systèmes, quoiqu'opposés sont également inaptes à rendre compte de la manière dont s'établit la connaissance de la réalité car chacun d'eux laisse de côté la relation dialectique entre le sujet et l'objet, autrement dit le rapport pratique qui s'instaure entre l'homme et la réalité matérielle.

L'objet de la connaissance est tangible et réel et donc la connaissance humaine est matérialiste. Mais cet objet ne se laisse pas saisir en dehors du rapport actif qui transforme le monde réel en monde humain, en monde pour l'homme. A travers ce rapport actif, l'homme forge des modes de saisie de la réalité qui, transplantés dans la sphère théorique, lui permettent de comprendre la réalité et en retour d'agir sur elle. Cette notion de relation dialectique entre l'homme et la nature est essentielle. Le sujet ne connaît pas l'objet d'un simple point de vue extérieur, mais comme objet produit par le sujet. L'objet à connaître c'est l'objet transformé par le sujet.

La difficulté ici réside en ceci que l'objet possède en même temps, de toutes façons, une existence indépendante du sujet. Toute remise en cause de ce principe mène à l'idéalisme. A l'inverse, faire du sujet un simple récepteur qui appréhende l'objet dans son immédiateté, c'est rester au niveau d'un matérialisme qui n'a pas

intégré la dialectique.

En tant que saisie pratique du monde, la connaissance de l'objet par le sujet est une activité organisatrice. En d'autres termes l'homme, du chaos apparent des faits dans la nature et dans l'histoire, tire des généralisations, des abstractions, des lois etc... qui lui permettent de comprendre et d'agir. La pensée humaine en général obéit au processus suivant :

"(...) toute connaissance réelle, exhaustive, ne consiste qu'en ceci : nous élevons en pensée le singulier de la singularité à la particularité et de celle-ci à l'universalité, nous découvrons et constatons l'infini dans le fini, l'éternel dans le périssable." (1)
(Engels. Dialectique de la Nature p.236)

Ce processus se déroule grâce à toute une série d'instruments conceptuels comme l'analyse , l'abstraction, l'induction etc... Ainsi on abstrait de la nature des catégories ou concepts (la "matière" en est un par exemple) qui permettent de raisonner et d'intervenir pratiquement. Mais ces catégories ou concepts ne sont pas donnés immédiatement comme objets de la nature, ils sont abstraits comme objets pour l'homme, comme objets naturels pour l'homme.

On voit là que la connaissance de la nature ne peut pas être immédiate, car la catégorie ou la loi ne se présentent pas en tant que telles face à l'homme. Elles ne se laissent pas saisir simplement, elles sont dégagées du hasard apparent des faits pour servir d'instrument théorique et pratique à l'homme.

On voit aussi que l'être humain est capable d'universalisation c'est-à-dire que l'expérience immédiate (celle des sens) qui est à la base de toute connaissance n'est en même temps valable que si elle est dépassée dans un processus de généralisation qui est celui de la pensée même.

Si on répétait des millions de fois une expérience sans jamais en tirer des conclusions générales, il n'y aurait pas de développement de la connaissance (qui de toutes façons n'existe que comme connaissance d'espèce) possible.

Ce qui est vrai des processus particuliers de saisie de la réalité, à savoir qu'ils ont pour fonction de dégager de cette réalité les catégories générales qui n'apparaissent jamais comme telles immédiatement, est vrai aussi de la méthode d'ensemble de la connaissance.

La réalité brute n'est organisée selon aucune méthode qui se dévoilerait à la science lorsque celle-ci aurait atteint un certain degré de maturité. Au contraire la méthode est un outil intellectuel humain, forgé pour s'approprier la réalité de manière rationnelle et saisir de manière adéquate les différents éléments qui la composent. ainsi la méthode la plus apte à rendre compte de la complexité du monde réel et à dominer cette complexité est la méthode dialectique car elle appréhende la réalité dans son mouvement et le mouvement de la réalité. Engels donne cette définition de la dialectique : "science générale des lois du mouvement."

(1) Cf. également ce que dit la Gauche :

"Dans le difficile procès de la vie de l'espèce, de l'histoire, du savoir, des luttes pour s'organiser contre la nature ambiante, les hommes parviennent à systématiser, par des voies fort longues, des structures et des rouages assurant une transmission suffisamment bonne de la "réalité physique" pour valoir comme science."
(Communisme et connaissance humaine.)

"C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes :

la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement.

la loi de l'interpénétration des contraires;

la loi de la négation de la négation."

(Dialectique de la nature p.69)

"Dans le présent ouvrage, la dialectique a été conçue comme la science des lois les plus universelles de tout mouvement. Cela inclut que ses lois doivent être valables aussi bien pour le mouvement dans la nature et dans l'histoire humaine que pour le mouvement de la pensée. Une telle loi peut être reconnue dans deux de ces trois sphères et même dans trois sans que ce routinier de métaphysicien se rende compte que c'est une seule et même loi qu'il a reconnue."

(idem p.273)

Ainsi, selon notre explication, ce que l'on touche du doigt de manière tangible dans la réalité, c'est le mouvement "par opposition des contraires qui, par leur conflit constant et leur conversion finale l'un en l'autre ou en des formes supérieures, conditionnent précisément la vie de la nature." (p.213) Par contre l'interprétation de ce mouvement, la dialectique, naît du rapport actif/pratique que l'homme entretient avec la nature. Dire, comme certains, que "la nature est elle-même dialectique" et que c'est pour cela que nous parvenons à connaître celle-ci dialectiquement, revient à dire, de manière plus générale, que l'objet contient déjà en soi sa propre méthode d'appréhension. Or, tout comme science et réalité ne coïncident pas, objet et méthode ne peuvent pas non plus coïncider car sinon, la méthode étant d'emblée fournie avec l'objet, on devrait se contenter purement et simplement de l'impression immédiate des sens pour atteindre la connaissance vraie. Or précisément la connaissance se fait par un détour, qui permet de dégager du chaos apparent des mouvements, des faits, des objets etc... des règles générales, ou lois, lesquelles permettent à leur tour d'intervenir en connaissance de cause sur la réalité (1).

Les processus d'appréhension de la réalité que l'on a tenté ici de décrire sommairement dans leur généralité, ne sont évidemment pas donnés d'emblée, car la pensée humaine elle-même est soumise à l'histoire et se développe différemment suivant les époques.

(1) Parmi les débats théoriques qui ont agité le mouvement communiste dans les années 20 et qui témoignent de la difficulté de restaurer la théorie dans son intégralité et à lui rendre son caractère de totalité organique, il y a celui lancé par Lukács et d'autres courants proches des gauches allemande et hollandaise sur l'impossibilité de la "dialectique de la nature" (cf. G. Lukács. "Histoire et conscience de classe".) La manière dont ce débat à été mené témoigne de la profonde discontinuité qui a marqué la théorie à l'époque de la grande vague révolutionnaire avortée des années 20. D'un côté un fort courant scientifique, qui puise ses sources dans les théoriciens de la social-démocratie officielle des années 1890 (Kautsky,

"La pensée théorique de chaque époque, donc aussi de la nôtre, est un produit historique qui prend en des temps différents une forme très différente et par là, un contenu très différent. La science de la pensée est donc, comme toute autre science, une science historique, la science du développement historique de la pensée humaine."

(Engels. Préface de l'Anti-Dühring.)

(suite de la note (1) p.31)

Plékhanov, etc..., de l'autre une réaction "juvénile" tirant sur l'idéalisme et qui apparaît notamment dans les écrits de Lukàcs. Bien que CouC n'ait jamais consacré d'article poussé à ladite "question philosophique" (celle-ci devrait être traitée dans le point 9 des "Thèses sur la révolution communiste" à paraître sur plusieurs années), c'est là une constante de nos préoccupations, à laquelle nous avons déjà fait allusion, notamment lorsque nous avons abordé les thèmes de la Communauté Humaine (Gemeinwesen), -cf. CouC N°3- et des rapports de l'homme avec la nature -cf. N° 6, N°19).

Dans le N° 1 de CouC (1976), par souci de nous démarquer du premier courant, scientifique, nous avons par trop abondé dans le sens de Lukàcs, notamment dans les critiques qu'il fait à Engels. Dix ans d'étude de cette question et le recours aux textes classiques de parti (Manuscrits de 1844, Anti-Dühring, Dialectique de la nature etc..) nous ont convaincu de l'inanité de ces critiques et a fortiori ont renforcé notre thèse selon laquelle le programme communiste constitue une totalité organique dont toutes les parties sont reliées entre elles et également valables, sans quoi c'est la totalité elle-même qui serait caduque.

Or précisément, ni Lukàcs ni ses adversaires (Deborin etc...) ne restaurent dans son intégralité le point de vue communiste d'unité du sujet et de l'objet. Grossièrement, on pourrait dire que les uns hypostasient le sujet, les autres l'objet.

L'argument de Lukàcs pour nier la validité de la méthode dialectique dans l'étude et la compréhension des phénomènes naturels est le suivant : la connaissance de la nature ne contient pas les "déterminations décisives de la dialectique" qui sont, selon lui :

- "action réciproque du sujet et de l'objet"
- "unité de la théorie et de la praxis"
- "Modification historique du substrat des catégories

comme fondement de leur modification dans la pensée."

(Or, ni Marx ni Engels n'ont jamais donné ces déterminations comme constituant l'essence de la méthode dialectique.)

Or précisément, selon ce que nous avons développé plus haut, la connaissance de la nature est possible à travers la relation sujet/objet qui est la relation de l'homme à la nature. Les prétendues "déterminations décisives de la dialectique" dont Lukàcs parle ne sont donc pas à chercher dans la nature, mais ce sont précisément elles qui permettent la connaissance dialectique de la nature. Le "lieu" de la dialectique n'est donc ni la nature en soi ni l'activité humaine (historique pour Lukàcs) en soi, mais la relation réciproque entre l'homme et la nature d'une part, entre l'homme et lui-même d'autre part. A travers cette relation, l'homme peut connaître et il emploie pour cela une méthode, dont la plus adé-

Avec le MPC et le développement universel des besoins qu'il suscite, la connaissance fait un bond formidable, qui se traduit par le développement de la science, forme que prend dans le MPC le "travail général" (cf. CouC N°7). Mais en même temps la réalité dans le MPC apparaît mystifiée et la connaissance bute sur un certain nombre d'obstacles inhérents à ce mode de production et qui ne disparaîtront qu'avec lui. De même que sur le plan social les rapports entre les hommes prennent l'aspect de rapports entre les choses, sur le plan naturel le rapport homme/nature ne se laisse pas saisir immédiatement et la science bourgeoise envisage l'étude de la nature sous un angle avant tout métaphysique. Ainsi, si la pensée bourgeoise parvient à fournir une vision matérialiste de la réalité, c'est un matérialisme qui reste pour l'essentiel métaphysique, abstrait, et a du mal à intégrer la dialectique.

Engels a montré, notamment dans "Dialectique de la Nature" combien les besoins spécifiques du MPC avaient conduit la connaissance de la nature à effectuer des bonds gigantesques, avec un développement sans précédent des sciences naturelles. Mais en même temps il souligne combien la science bourgeoise est impuissante à intégrer le rapport pratique qui constitue le fondement de l'appropriation de la sphère naturelle par l'homme et en même temps de sa compréhension théorique de celle-ci.

"Jusqu'ici la science de la nature, et de même la philosophie, ont absolument négligé l'influence de l'activité de l'homme sur sa pensée. Elles ne connaissent d'un côté que la nature, de l'autre que la pensée. Or, c'est précisément la transformation de la nature par l'homme, et non la nature seule en tant que telle, qui est le fondement le plus essentiel et le plus direct de la pensée humaine, ./.

(suite de la note(1) p.31)

quate est la méthode dialectique car elle seule permet d'appréhender le mouvement dans sa totalité.

A l'inverse, les adversaires de Lukàcs (Deborin, Rudasz etc..) en négligeant la transformation pratique de la nature par l'homme, en exigeant de la nature qu'elle fournisse elle-même une logique dialectique que seul le progrès de la science permet de déchiffrer, retombent dans le matérialisme vulgaire dénoncé par Marx dans les "Thèses sur Feuerbach".

L'invariance et l'unité de la théorie comme corps de doctrine organique ne peut souffrir une "contradiction" qui laisserait tout un pan de la connaissance humaine inaccessible à la méthode dialectique et où donc le matérialisme historique ne serait pas valable. En fait, loin de représenter une tentative de "scientisation" du communisme, les thèses développées dans "Dialectique de la nature" (que l'on ne peut, par commodité, attribuer au seul engels, car elles sont le produit d'une étroite collaboration entre les deux militants du parti et ont eu l'entière approbation de Marx), ouvrage par ailleurs inachevé, ces thèses donc constituent une tentative d'exposer systématiquement les résultats de la théorie communiste, non seulement dans le domaine social de l'activité humaine, mais aussi dans la sphère naturelle considérée comme champ de développement de cette même activité. Le travail de restauration ultérieur sur cette question devra donc partir de ces résultats en les reliant à toute l'oeuvre du parti.

et l'intelligence de l'homme a grandi dans la mesure où il a appris à transformer la nature. C'est pourquoi, en soutenant que c'est exclusivement la nature qui agit sur l'homme, que ce sont exclusivement les conditions naturelles qui partout conditionnent son développement historique, la conception naturaliste de l'histoire - telle qu'elle se manifeste plus ou moins chez Draper et d'autres savants - est unilatérale et elle oublie que l'homme aussi réagit sur la nature, la transforme, se crée des conditions naturelles d'existence."
(Dialectique de la nature p.233)

D'une part la science bourgeoise est donc incapable d'interpréter le rapport de l'homme à la nature dans un sens dialectique comme rapport social, pratique, humain; mais d'autre part elle est même incapable de saisir dans toute leur profondeur et leur subtilité dialectique la réalité chaque fois que le mouvement s'y déploie dans toute sa complexité (cela est particulièrement frappant dès que l'on aborde les processus organiques). C'est pourquoi le développement des sciences de la nature dans le MPC suit une courbe descendante qui va de la maîtrise relative, à l'aube du MPC des domaines de la mécanique et de la physique - et aussi par conséquent des mathématiques- à la difficulté de développer les sciences du vivant : chimie, biologie etc... Plus la connaissance rend absolument nécessaire le recours à la méthode dialectique, et moins la science bourgeoise maîtrise les phénomènes qu'elle traite. C'est ainsi que, historiquement, la bourgeoisie a pu appliquer avec succès les premières sciences à l'industrie (mécanique, physique etc...) tandis que les sciences applicables plutôt à la sphère agricole (chimie organique, biologie, géologie etc...) , où les phénomènes organiques jouent un rôle plus prononcé, prenaient un retard qui entraînait à son tour celui du développement de l'agriculture.

" On peut répondre à cette question très simplement qu'une partie des matières premières telles que la laine, la soie, le cuir sont produites par un processus organique animal, le coton, la toile etc... au terme d'un processus organique végétal et que la production capitaliste n'a pas réussi et ne réussira jamais (souligné par CouC) à contrôler ces processus comme elle contrôle des procès purement mécaniques ou des processus chimiques non organiques."
(Théories sur la plus-value p.432 tome III)

On voit donc que la pensée capitaliste est ici déclarée inapte à la saisie du qualitatif, à la compréhension des phénomènes organiques à l'oeuvre dans la nature. Ce fait suffit à expliquer en partie le retard de l'agriculture sur l'industrie dans le MPC, comme le souligne par ailleurs Marx dans le "Capital" (1).

" Sans même tenir compte d'autres circonstances économiques parfois décisives, le développement plus précoce et plus rapide des sciences mécaniques, et surtout de leurs applications, comparé à celui, beaucoup plus tardif et parfois tout récent, de la chimie, de la géologie et de

(1) Bien entendu à partir du moment où ces sciences applicables plus particulièrement à l'agriculture se développent, il est possible que l'agriculture compense en partie son retard, bien que congénitalement, la pensée bourgeoise ne puisse jamais annuler cette différence.

la physiologie suffirait déjà à expliquer ce retard, particulièrement sensible dans l'agriculture." (Capital III p.1371 Pléiade tome II)

Or plus les sciences naturelles se développent, plus elles abordent des domaines complexes où la simple pensée mécanique ou métaphysique ne suffit plus. C'est ainsi que le raisonnement dialectique s'est en partie imposé au travail des savants, mais comme le souligne Engels, ce n'est que l'application consciente de la méthode dialectique à l'étude des phénomènes naturels qui pourrait faire faire un bond sérieux à ces sciences. Or, à l'incapacité chronique de la pensée bourgeoise à raisonner sur le mode dialectique vient s'ajouter un refus idéologique d'utiliser cette méthode qui est entre-temps devenue l'apanage du prolétariat et de sa théorie révolutionnaire. De même que la théorie communiste a pu puiser dans le domaine des faits naturels pour démontrer la validité universelle de sa méthode ("la nature est le banc d'essai de la dialectique" Engels), de même l'interprétation des phénomènes naturels est devenu un enjeu dans la lutte que mène la bourgeoisie pour nier la validité du programme communiste. Au prix d'une formidable régression théorique et de crises dans les sciences naturelles, elle en est venue à nier le déterminisme, la dialectique etc.. dans la nature, pour mieux les nier dans l'histoire là où, selon l'expression de la Gauche Communiste d'Italie elles ressortissent d'une "certitude armée" et où, selon ces mêmes lois dialectiques son combat est d'ores et déjà perdu face au prolétariat.

La révolution communiste, et la réorganisation des forces productives qu'elle entrainera, permettra de bouleverser le secteur où l'homme puise toutes ses ressources. Mais ceci ne pourra pas se faire sans qu'en même temps il y ait révolution dans le mode de pensée et triomphe de la dialectique que le prolétariat a déjà su manier au cours de ses batailles théoriques avec la bourgeoisie. Dans la grande bataille de l'homme avec les forces naturelles, la dialectique, c'est-à-dire la compréhension du mouvement qui anime la nature et du rapport pratique qui l'unit à l'homme permettra de comprendre ces forces pour mieux les dominer.

"Lorsqu'on comprendra que l'industrie est la révélation exotérique des forces essentielles de l'homme, l'on comprendra également l'essence humaine de la nature ou l'essence naturelle de l'homme. Alors les sciences de la nature perdront leur orientation abstraitement matérielle ou plutôt idéaliste, et deviendront le fondement de la science humaine, de la même manière qu'elles sont d'ores et déjà devenues - quoique sous une forme aliénée - la base de la vie réellement humaine."
(Manuscrits de 1844 éd. 10/18 p.252)

" Un jour les sciences de la nature engloberont la science de l'homme, tout comme la science de l'homme englobera les sciences de la nature : il n'y aura plus qu'une seule science." (idem p.255)

1 2 2 . 4 . MPC ET PILLAGE DE LA NATURE.

La base du Mode de production capitaliste, c'est la valeur en procès. Le développement de ce mode de production prend l'aspect d'une course effrénée et permanente à la valorisation qui ne s'arrête que lorsque le système est entré en crise, pour repartir ensuite sur de nouvelles bases. Dans ces conditions le MPC néglige

tout ce qui ne sert pas immédiatement son dessein : l'extorsion d'un maximum de plus-value. Ce mode de production est donc "immédiate" dans le sens où il ne se préoccupe pas -il en est d'ailleurs incapable- de prévoir ou de planifier, par exemple l'utilisation des ressources humaines et naturelles. Cet aspect intrinsèque du capital a été dénoncé par la théorie communiste pour qui, d'emblée, le mode de production capitaliste n'a pas à être aménagé mais détruit, pour faire place à l'association des producteurs et à la gestion du patrimoine commun de l'humanité par la communauté humaine.

"Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur, la combinaison sociale du travail que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelles. La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis d'Amérique du Nord, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse :

LA TERRE ET LE TRAVAILLEUR."

(Capital Livre I, 4 Pléiade t.1 pp.998-999)

A lui seul le chapitre sur le cours catastrophique du MPC dans l'agriculture mériterait un volume, car les faits qui prouvent la justesse de la théorie ne manquent pas et le lecteur aura tous les jours l'occasion de s'en rendre compte rien qu'en ouvrant un journal.

Nous nous contenterons ici d'énumérer un certain nombre d'exemples des domaines où la mauvaise gestion de la part du capital, du patrimoine de l'espèce humaine, entraîne des conséquences désastreuses pour la survie de celle-ci.

L'agriculture, avec ses processus organiques, réclame une activité de longue haleine qui s'oppose à la logique capitaliste de la rentabilité à court terme. Si bien que, comme le faisait remarquer Marx

"La morale de l'histoire, que l'on pourrait du reste tirer d'autres observations concernant l' agriculture, c'est que le système capitaliste répugne à une agriculture rationnelle, ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien que celui-ci favorise le développement technique), elle a donc besoin soit de la main du petit cultivateur qui vit de son propre travail, soit du contrôle des producteurs associés."

(Capital Livre III)

" Des chimistes agronomes franchement conservateurs, tels que Johnson, concèdent qu'une agriculture vraiment rationnelle rencontre partout les barrières insurmontables de la propriété privée. C'est ce que font également les auteurs, défenseurs ex professo du monopole de la propriété privée; aussi, par exemple, Charles Comte, dans les deux volumes de son ouvrage consacré à la défense de la propriété privée (Traité de la propriété 1834). Devant l'incompatibilité de la propriété avec une agronomie rationnelle, Johnson, Comte etc... ont en vue une seule chose : la nécessité de cultiver le sol d'un pays dans sa totalité. Mais la dépendance où se trouve la culture des divers produits du sol à l'égard des fluctuations des prix de marché -entraînant des changements perpétuels de cette culture- et tout l'esprit de la production capitaliste orienté vers le gain immédiat sont en contradiction avec une agriculture qui a pour tâche de satisfaire les nécessités vitales et permanentes de générations d'hommes liées les unes aux autres. Un exemple frappant nous est fourni par les forêts, dont l'exploitation est quelquefois, et d'une manière limitée, menée dans l'intérêt général, quand elles ne sont pas propriété privée, mais soumises à l'administration de l'Etat.

Voici un des grands achèvements du système capitaliste : il transforme l'agriculture qui ne faisait que perpétuer jusqu'alors des procédés légués empiriquement et mécaniquement à la couche la moins évoluée de la société, en l'application consciente et scientifique de l'agronomie; dans la mesure où une telle possibilité existe dans les conditions de la propriété privée."
(idem)

Un autre aspect de la contradiction qui existe entre les besoins mêmes d'une agriculture rationnelle et l'esprit de la production capitaliste, et qui se manifeste indépendamment de l'existence ou non de la propriété foncière, réside dans le fait que les rythmes de rotation dans l'agriculture sont relativement lents (puisque liés à des cycles organiques) par rapport à ceux qui en général existent dans l'industrie. Par définition le capital répugne à s'immobiliser sur de longues durées et donc à s'investir dans l'agriculture. Une de ses préoccupations, lorsqu'il s'investit dans l'agriculture sera donc de tenter de raccourcir cette rotation sans s'inquiéter des effets secondaires que cela peut entraîner sur la société.

Ceci se voit très clairement par exemple dans l'utilisation qui est faite de la forêt. En effet, pour qu'un arbre atteigne la taille nécessaire pour la coupe il faut plusieurs dizaines d'années si bien que les générations d'hommes qui plantent des arbres le font pour les générations suivantes. Toutefois entre les espèces feuillues et les résineux il existe des différences substantielles puisque il faut 50 ans pour faire pousser les premiers et 30 ans pour les seconds.

La conséquence économique de cela est que le capital encourage la production et la plantation des seconds, détruisant éventuellement les équilibres qui ont pu exister. La forêt en France, composée en majorité de feuillus se modifie sous l'effet des coupes et des reboisements au profit des résineux qui ont parfois l'inconvénient de moins retenir l'eau. Le boisement, le déboisement et le reboisement loin d'obéir à une politique rationnelle qui pourrait tenir compte de toutes les incidences obéit à l'anarchie capitaliste et est

aggravée par l'existence de la propriété foncière qui entrave toute organisation rationnelle de la forêt.

Si en France le reboisement s'accompagne de la modification des espèces au profit des résineux étant donné la rotation plus rapide du capital, dans d'autres pays on assiste au massacre de la forêt. Le déboisement accéléré y a des conséquences catastrophiques, comme par exemple en Inde.

"La pénurie de bois a fait monter les prix et, dans les villes, les classes les plus défavorisées doivent consacrer 1/5 de leurs revenus à acheter du bois pour faire la cuisine.

D'après une étude de la FAO, dans cette partie du monde, on détruit 5000 hectares de forêt chaque 24 heures; de ce fait en Asie du Sud-Est, 38% des zones forestières ont disparu depuis 1950. Les pays les plus atteints étant l'Inde et l'Indonésie qui perdent un million d'hectares de forêt chaque année. Pauvreté, démographie galopante, affairisme, on retrouve pratiquement les mêmes éléments dans chaque pays.

D'autant que les paysans ont l'habitude ancestrale de brûler les forêts pour planter, puis de cultiver la terre un an ou deux avant d'aller ailleurs et enfin de revenir à leur point de départ au bout de huit à 10 ans. En Inde la destruction des forêts est particulièrement manifeste les rives du Gange, les pentes douces de l'Himalaya ont été dévastées au cours des 30 dernières années, ce qui a laissé le champ libre pour les avalanches et les inondations. Au Népal qui a perdu 25% de ses forêts depuis 20 ans les glissements de terrain se sont multipliés." (Les Echos)

D'autre part le morcellement de la propriété foncière (en France 30% de la forêt est du domaine public, le reste se partage entre 1.600.000 propriétaires. Sur ces 1.600.000 moins de 2% soit près de 19.000 propriétaires possèdent 40% de la superficie totale tandis que 95% possèdent moins de 10 hectares), rend impossible toute stratégie globale, par exemple dans la lutte contre les incendies. On a vu par exemple dans l'été 85 en France, que les négligences dans l'élagage des espèces mortes au cours du dur hiver précédent avaient contribué à faciliter la propagation des feux. Les petits propriétaires fonciers n'étaient pas disposés à débroussailler en déboursant 10.000 F par hectare.

Sur un autre plan les petits propriétaires fonciers répugnent à investir de grosses sommes, notamment pour faire les éclaircies nécessaires à une bonne croissance des arbres, car ils ne peuvent en espérer qu'un revenu tardif, aléatoire, et qui plus est, d'autant plus faible que leur propriété est petite.

Ainsi, alors que le rôle de la forêt dans la régulation du climat, l'enrichissement du sol, la rétention de l'eau, la régénération de l'air, et l'équilibre de la société en général est fondamental, l'exploitation de la forêt se fait dans l'anarchie propre à la production capitaliste et menace la survie même des forêts et de l'espèce humaine (cf. par exemple les conséquences prévisibles d'une destruction de la forêt amazonienne sur l'équilibre général de la planète : modification du climat, risque de catastrophes en série etc...)

Le même phénomène se rencontre pour la production de viande où la longue durée de rotation s'oppose aux intérêts immédiats du capital.

"Même dans le Charolais, la tradition du boeuf de boucherie se perd." Il faut 3 ans pour faire un boeuf d'une tonne, vendu 10 000 Francs. Et à la fin ça bouffe ! " remarque un fermier berrichon. La rotation du capital est trop lente. Alors que en dix-huit mois un "baby" est prêt pour la boucherie. Et rapporte à l'éleveur entre 7000 et 8000 francs. Conséquence : le "baby-boeuf", cette viande "mi-veau - mi-boeuf", à la chair rose, tendre et sans saveur se répand partout, dans les grandes et les petites surfaces comme dans les boucheries traditionnelles." (Le Nouvel Economiste)

Ne parlons pas des veaux dont on favorise la croissance à grandes doses d'oestrogènes si bien que plus d'un médecin en déconseille la consommation par les enfants. Quant aux adultes, il faut supposer que la quantité de pesticides, de nitrates, de mercure etc... qu'ils ont avalé à travers divers aliments les a mithridatisés. Ce serait une erreur car selon l'Organisation mondiale de la Santé : toutes les minutes un humain est empoisonné par les pesticides et, tous les ans, dix mille d'entre eux en meurent.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler des difficultés de la science bourgeoise à dominer la nature, ce d'autant plus que pour cela il faut maîtriser la méthode dialectique. Une étude récemment parue sur "La Santé des cultures" illustre bien

cette incapacité congénitale :

" Selon Chabassou (l'auteur du livre NDR) toutes les maladies qui frappent aujourd'hui le blé étaient encore inconnues il y a vingt ans. Quant aux bestioles parasites elles n'ont jamais été aussi nombreuses dans les céréales et les oléagineux...L'arrosage à coup d'insecticide, affirme-t-il, accroît leur longévité, leur fécondité, leur appétit et leur capacité d'adaptation. De surcroît ces produits fragilisent les cultures en favorisant la formation, dans les plantes, de substances solubles dont ces bêtes suceuses et pompeuses se régalent avec un plaisir d'autant plus grand qu'en vingt ans leur résistance aux insecticides a doublé...Cet effet-boomerang qui a, si l'on ose dire, mis la puce à l'oreille à Chabassou, ne déplaît pas, bien au contraire aux gros trusts de la chimie. Plus se multiplient les parasites, plus ces firmes créent de nouveaux produits pour les combattre. Rhône-Poulenc cherche aujourd'hui à fabriquer une mixture pour aider les plantes traitées contre les puçerons à lutter contre la prolifération, provoquée par le traitement, de ces mêmes puçerons." (Le Canard enchaîné. 28.8.85)

Si le MPC menace la survie de l'espèce humaine en dégradant ses conditions de vie et en rendant relativement plus chères les subsistances nécessaires, il épuise également l'autre source de la richesse : la terre elle-même. Le capital est incapable de disposer convenablement de celle-ci car pour cela il faudrait une société capable de sortir du point de vue de l'intérêt immédiat, capable

de ne pas se considérer comme propriétaire de la terre et donc de ne pas en disposer selon son bon vouloir mais au contraire de la considérer comme un des attributs de l'espèce dont on dispose pour la rendre bonifiée aux générations futures. Une société capable de dominer dialectiquement les sciences nécessaires à l'agriculture. Or dans le MPC, le métabolisme entre l'homme et la nature est complètement perverti, la terre subit le joug du capital et s'épuise.

D'autre part l'antagonisme entre la ville et la campagne, fondamental pour le développement du MPC (cf. N°15) engendre le développement de deux races d'hommes aussi limitées l'une que l'autre, et empêche par exemple une grande partie des déchets humains et des substances naturelles d'y retourner. En contrepartie une masse croissante d'engrais doit être déversée dans la terre dont les ressorts organiques sont toujours plus faibles. La terre minéralisée subit un long martyre.

Un autre aspect de la domination du capital réside dans la mercantilisation de toutes les ressources naturelles. Le domaine d'application de la rente foncière ne cesse de s'étendre puisqu'actuellement c'est au tour des océans d'être mis en coupe réglée par l'impérialisme mondial (zone des 200 milles, conférence sur l'Antarctique, exploitation des fonds sous-marins etc..) Aujourd'hui un Etat peut par exemple obtenir une rente par la location de zones de pêche qui lui appartiennent mais qu'il ne peut pas exploiter directement. Désormais l'espace interstellaire lui-même est l'objet de la convoitise mercantile des Etats. On apprend par exemple que l'étroite bande circulaire autour de la terre, qui est destinée à la mise en orbite des satellites (un anneau de 75 km de section, qui est situé à 36 000 Km de la terre) fait l'objet des convoitises de tous les impérialismes, petits ou grands, que compte la planète. Réunis à Genève en Aout 85, 140 pays ont discuté pour se répartir cet espace jusqu'à présent livré à une foire d'empoigne, et certains ont avancé l'idée de louer éventuellement la partie qu'ils n'utiliseraient pas, autrement dit d'obtenir une rente.

Une autre cause du retard de l'agriculture sur l'industrie réside dans le fait que, comme le notait Engels :

"la domination de la nature se pratique dans l'industrie sur une échelle tout autrement colossale que dans l'agriculture, laquelle est obligée d'obéir au temps qu'il fait, au lieu de commander au temps."

(Anti-Duhring p.204)

Or le capital connaît par définition des limites dans la maîtrise du temps puisque, comme nous l'avons souligné dans le chapitre sur la dialectique, il a du mal à comprendre les phénomènes organiques. C'est ainsi que, alors même que le MPC nous bluffe avec ses "réussites technologiques" (espace, industrie, télécommunications etc...) il se trouve relativement démuné face à des phénomènes aussi courant que la pluie, le soleil, la grêle etc... Aussi même dans les pays développés il ne se passe pas d'année sans que l'on ait à déplorer une sécheresse ou des inondations ou quelque autre catastrophe naturelle. (L'ampleur des effets causés par les phénomènes naturels montre bien à quel point les sols sont devenus fragiles et épuisés).

"Pour le moment nous établissons une loi économique et sociale de parallélisme entre l'efficacité croissante du capitalisme en matière d'exploitation du travail et de la vie des hommes, et son impuissance croissante en ce qui concerne la défense rationnelle contre le milieu naturel, au sens le plus large."

(Bordiga. Crue et rupture de la civilisation bourgeoise.)

En détruisant le capital et en remettant la gestion des forces productives aux producteurs associés en communauté mondiale, le prolétariat révolutionnaire permettra que l'espèce humaine, libérée de la division en classes, consacre toutes ses forces à la lutte contre les contraintes naturelles et à l'exploitation rationnelle des ressources de l'univers.

Jusque-là, la persistance de la civilisation bourgeoise et mercantile continuera de faire planer sur la survie de l'espèce une terrible menace. Communisme ou Civilisation! est une autre forme d'indiquer l'enjeu de la terrible lutte engagée depuis déjà près de deux siècles: Communisme ou destruction de l'humanité.

12_3 LA REVOLUTION COMMUNISTE ET L'AGRICULTURE

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer (cf. CouC N°15) à propos du logement certains aspects de la révolution communiste dans la question agraire et les transformations profondes qu'elle impliquerait notamment dans l'antagonisme fondamental entre la ville et la campagne, l'abolition d'une certaine division du travail etc...

Répétons ici quelques enseignements fondamentaux du programme communiste.

Bien entendu la société communiste implique la disparition de l'inepte loi de la rente foncière dont nous avons vu les ravages aussi bien dans l'organisation de la cité que dans les campagnes. Cette disparition de la rente foncière ne vise pas seulement la rente absolue, nous avons vu que la disparition de cette dernière peut fort bien s'accomoder du maintien du MPC et que le passage de la terre entre les mains de l'Etat tant qu'il se situe sur la base du mode de production capitaliste ne modifie pas les rapports fondamentaux de la société bourgeoise. D'une part le prolétariat y reste exploité par le capital par l'intermédiaire du système du salariat d'autre part si la rente absolue, la rente différentielle demeure et avec elle les fondements des souffrances que le MPC inflige au prolétaire et à la terre.

Dans un texte désormais classique : "Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail", Bordiga commente remarquablement les textes de Marx et d'Engels.

"Le programme socialiste est incorrectement exprimé si l'on dit qu'il s'agit d'abolir la disposition de tel ou tel secteur des moyens de production par une classe d'individus particuliers, une minorité d'oisifs, non producteurs. Le programme socialiste exige qu'aucune branche de la production ne rest entre les mains d'une seule classe, même si c'est celle des producteurs. Donc la terre ne reviendra pas aux associations de paysans, ni à la classe paysanne, mais à toute la société.

C'est la condamnation impitoyable de toutes les déformations immédiatistes, que nous pourchassons toujours et sans répit, même chez les prétendus révolutionnaires de gauche.

Ce théorème marxiste abat tout communalisme et syndicalisme comme toute théorie d'autogestion de l'entreprise, parceque ses programmes surannés, ruineusement vieillis "attribuent" les énergies indivisibles de la société à l'ensemble limité d'un groupe." (p.50)

Bordiga plus bas cite Marx :

"La nationalisation de la terre opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, elle éliminera enfin toute la production capitaliste, dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe disparaîtront en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent, et la société transformera alors en une association de "producteurs" (notons que les guillemets sont de Marx et il faut lire "une" souligné par Marx comme unique.) Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement ni Etat en opposition à la société."
(Manuscrits de 1844)

Mais la société n'est pas elle-même propriétaire de la terre, elle n'appartient pas à une seule génération de l'espèce humaine qui pourrait en disposer comme elle le jugerait bon. Fidèle à sa conception antidémocratique le programme communiste conclut :

"En nous plaçant du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, il sera tout aussi absurde de dire qu'un individu possède un titre de propriété sur une parcelle quelconque du globe terrestre que de dire qu'il possède un droit de propriété sur un autre homme. La société elle-même n'est pas propriétaire de la terre . Il n'y a que des usufruitiers qui doivent administrer en bons pères de famille afin de transmettre aux générations futures en bien amélioré !"

Le communisme signifie donc la possibilité d'exploiter rationnellement les ressources de la nature en tenant compte des besoins de l'humanité à long terme, c'est-à-dire pour le compte des générations présentes et futures, et en profitant du travail de bonification réalisé par les générations passées. Le communisme est la connaissance d'un plan de vie pour l'espèce humaine.

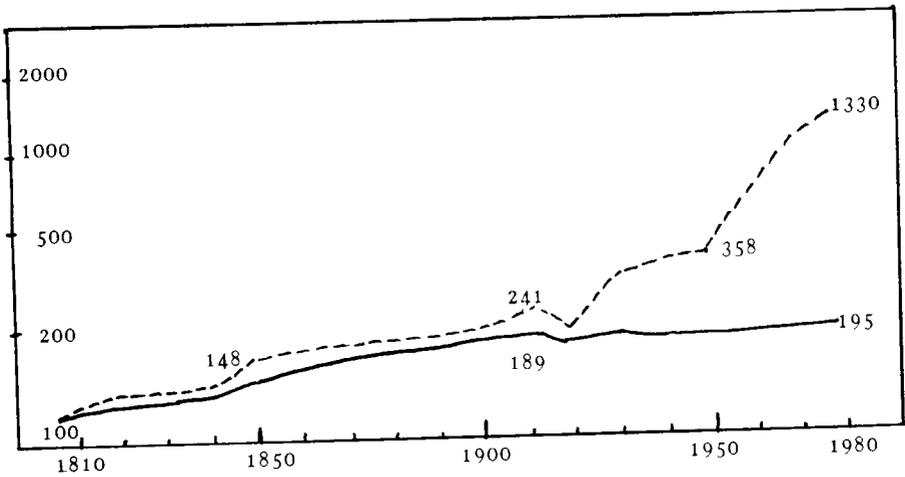
(FIN)

ANNEXES

ANNEXE I.

Tableau de la hausse de la production par personne en France depuis 1810.

----- = courbe de la production par personne occupée.
————— = courbe du nombre de population employée.



base 100: 1810

ANNEXE II.

LA QUESTION AGRAIRE DANS LE PLAN DE "L'ECONOMIE"DE MARX.

Nous avons souvent rappelé que "Le capital" de Marx, lui-même inachevé n'était que le premier volume d'une étude plus vaste que Marx appelle "l'Economie" et qui devait compter 5 autres grands volumes.

Dans l'avant-propos de l'Introduction à la Critique de l'Economie Politique, Marx cite les rubriques qu'il prévoit : "Capital, propriété foncière, travail salarié, Etat, commerce extérieur, marché mondial". L'ouvrage "Le capital" n'a constitué que le premier de ces 6 volumes. Bien entendu l'illustre H.Grossmann que nous avons eu l'occasion de critiquer sur la plupart des points où il met à mal la théorie de Marx s'empressa de conclure de la lecture du "Capital" que Marx avait changé de plan et que le Capital constituait quelque chose d'achevé pour l'essentiel. Bien entendu tout cela n'est qu'affabulation, Marx n'ayant jamais modifié le plan de 1859. Nous avons aussi souvent dit que l'une des tâches que devait se fixer le parti communiste était d'achever, agrémenté de plus de 120 ans de matériaux et de découvertes supplémentaires, cette "Economie".

Dans cette tâche immense, un premier travail, bien modeste il est vrai, consiste à recenser les points que Marx a ici ou là cités comme devant être traités dans les rubriques ultérieures. Nous donnons ici les citations qui se rapportent à la propriété foncière sans pour autant prétendre, loin de là à l'exhaustivité.

"L'analyse des diverses formes historiques de la propriété foncière sort du cadre de cet ouvrage. Cette propriété ne nous intéresse ici que dans la mesure où une partie de la plus-value produite par le capital revient au propriétaire foncier."
(Capital Livre III tome III ES p.7)

"A. Smith a le grand mérite d'avoir expliqué comment la rente foncière d'un capital utilisé à produire d'autres produits agricoles, par exemple le lin, les plantes tinctoriales, l'élevage indépendant etc... est déterminée par la rente que rapporte le capital investi dans la production de l'aliment de base. Effectivement depuis Smith on n'a pas progressé sur ce point. Ce n'est pas le lieu ici de mentionner les restrictions ou les compléments que nous aurions à formuler; ces remarques ont leur place dans l'étude particulière sur la propriété foncière. Aussi lorsque celle-ci n'aura pas trait au sol destiné à la production de froment, nous n'en parlerons pas en détail; nous n'y reviendrons incidemment que pour illustrer notre raisonnement."
(Idem p.8)

" L'intérêt correspondant au capital incorporé au sol et aux améliorations que le sol en tant qu'instrument de production subit de ce fait peut constituer une partie de la rente que le fermier paie au propriétaire foncier, mais ne constitue pas la rente foncière proprement dite qui est payée pour l'utilisation du sol lui-même, qu'il soit dans son état naturel ou cultivé. Si l'on voulait faire une étude systématique de la propriété foncière, ce qui n'est

pas dans notre propos, il faudrait traiter le détail de cette partie du revenu du propriétaire foncier."
(Idem p.11)

" Nous n'examinerons pas ici les cas où la rente foncière, qui est la forme de propriété foncière correspondant au mode capitaliste de production, existe formellement, sans qu'existe le mode capitaliste de production lui-même, sans que le fermier soit un capitaliste industriel ou que le mode d'exploitation agricole qu'il pratique soit capitaliste."

" Il est important pour l'analyse scientifique de la rente foncière, c'est-à-dire de la forme spécifique et autonome que revêt la propriété foncière sur la base du mode de capitaliste de production, de l'examiner dans sa forme pure, dépouillée de tout complément qui la falsifierait et en brouillerait la nature; mais il est tout aussi important par ailleurs de connaître les éléments qui sont à la source de ces confusions, afin de bien comprendre les effets pratiques de la propriété foncière et même de parvenir à la connaissance d'une masse de faits, qui tout en étant en contradiction avec le concept et la nature de la rente foncière, apparaissent cependant comme des modes d'existence de celle-ci."
(Livre III t.VIII p.16)

" Nous ne parlerons pas non plus de cas exceptionnels où le propriétaire foncier, même dans les pays à production capitaliste, peut extorquer un fermage élevé, sans aucun rapport avec les produits du sol..."
(Livre III t.VIII p.18)

"Nous parlerons de la rente agricole dans les pays à production capitaliste développée."
(Livre III t.VIII p.18)

" Lorsqu'on étudie les aspects de la rente foncière, c'est-à-dire le fermage payé au propriétaire foncier sous le nom de rente foncière pour l'utilisation du sol; soit pour la production soit pour la consommation. il faut encore retenir ceci :le prix d'objets n'ayant en soi aucune valeur, c'est-à-dire n'étant pas le produit du travail, comme par exemple la terre, ou du moins ne pouvant pas être reproduits par le travail comme les antiquités, les chefs-d'oeuvre de certains artistes etc... peut être déterminée par des combinaisons très fortuites. Pour vendre un objet il suffit qu'il soit monopolisable et aliénable."
(Idem p.25)

Dans cet ouvrage, on aurait du trouver une étude complète de l'influence du prix du blé et des autres produits agricoles sur le taux de profit, ainsi que les rapports entre taux de profit agricole et industriel :

"Comme les céréales entrent dans la reproduction de la force de travail et qu'une fraction de chaque quarter doit remplacer du salaire et une autre du capital constant, la plus-value était donc plus élevée dans cette hypothèse, donc aussi le taux de profit, toutes choses égales d'ailleurs (la question du taux de profit reste à étudier à part et plus en détail)."
(Livre III. T.VIII p.44)

" Il y aurait hausse de la rente avec l'augmentation du prix, mais le taux de profit baisserait. Cette baisse pourrait être stoppée complètement ou partiellement par des facteurs agissant en sens contraire; plus tard il faudra préciser ce point."
(Livre III .TVIII p.45)

" Il ne faut pas oublier que le taux de profit n'est pas déterminé uniformément par la plus-value, dans toutes les sphères de production. Ce n'est pas le profit agricole qui détermine le profit industriel mais inversement. Mais nous y reviendrons."
(idem)

Marx avait sans doute également prévu d'étudier le mouvement historique de la rente foncière (cf. p.50 L.III T.VIII) en liaison avec l'évolution des prix des céréales, du mouvement des terres, de l'accumulation du capital (voir aussi P.69 L.III. T.VIII "Nous ne parlerons pas ici des bonifications permanentes grâce auxquelles un terrain inutilisable jusque-là devient utilisable.")

Dans ce livre sur la propriété foncière aurait certainement figuré une analyse exhaustive des facteurs qui entraînent une différence dans la productivité sur les terrains. A ce chapitre figure la fertilité.

" Les deux causes générales, indépendantes du capital, de l'inégalité de ces résultats sont : 1) la fertilité (il faut, dans ce premier point, examiner tout ce qui a trait à la fertilité naturelle des terres, et tous les facteurs qu'elle implique). 2) La situation topographique des terres. Ce point est d'une importance décisive dans le cas des colonies et d'une façon générale, pour l'ordre dans lequel des terrains peuvent être successivement cultivés."
(L. III T.VIII p.41)

" Mais (nous dit Marx), parmi ces causes il ne faut pas seulement compter les raisons générales (fertilité et situation) mais aussi : 1°) la répartition des impôts qui peut avoir un effet uniforme ou non, et c'est toujours le cas quand les impôts ne sont pas centralisés, en Angleterre par exemple, et quand ce n'est pas la rente qui est imposée, mais la terre, 2°) les inégalités provenant d'un développement différent de l'agriculture dans les diverses parties d'un pays, cette branche d'industrie se nivelant plus difficilement que la manufacture, à cause de son caractère traditionnaliste et 3°) l'inégalité qui préside à la répartition entre les fermiers. Comme l'extension du mode capitaliste de production à l'agriculture, la transformation en salariés des paysans cultivant la terre eux-mêmes est effectivement la dernière conquête de ce mode de production, ces inégalités sont ici plus considérables que dans n'importe quelle autre branche d'industrie."
(L. III T.VIII p.41)

" Comme il s'agit ici seulement de développer la loi générale de la rente en guise d'illustration de ma théorie sur les valeurs et les coûts de production, -je ne donnerais un exposé détaillé de la rente foncière que si j'en venais à traiter ex professo de la propriété foncière - j'ai éliminé toutes les circonstances qui expliquent la chose : donc l'influence de la situation des mines ou des types de sol; le degré différent de rendement des doses de capital employées dans la même mine ou le même type de sol; le rapport entre les rentes que donnent diverses variétés de la même branche de production, par exemple les différentes branches de l'agriculture; le

rapport entre les rentes que donnent des branches de production différentes mais de nature telle qu'on peut passer de l'une à l'autre, comme par exemple lorsqu'on soustrait un terrain à l'agriculture pour l'utiliser à la construction d'immeubles. Tout ceci n'a pas sa place ici."

(Théories sur la plus-value p.312)

" Nous n'examinerons pas ici l'intéressant exposé de Smith sur la manière dont la rente du principal produit alimentaire d'origine végétale domine toutes les autres rentes strictement agricoles (élevage du bétail, bois, végétaux commercialisés) parceque les modes de production sont interchangeable." (idem. p.401)

" Il faudrait maintenant expliquer : 1) Le passage de la propriété féodale du sol à une autre, commerciale, la rente foncière réglée par la production capitaliste ou d'un autre côté, le passage de cette propriété féodale du sol à la propriété paysanne libre. 2) Comment la rente prend naissance dans les pays comme les Etats-Unis où le sol n'était à l'origine la propriété de personne et où, au moins formellement, c'est la forme bourgeoise de production qui, domine d'abord. 3) Les formes asiatiques de propriété du sol qui subsiste encore. Tout cela n'a pas sa place ici." (TSPL t.II p.39)

" Il est possible - je réserve cela à une étude ultérieure qui ne fait pas l'objet de ce livre - que certaines sphères de production travaillent dans des conditions qui s'opposent à la réduction de leurs valeurs aux prix de production au sens ci-dessus, qui ne permettent pas à la concurrence de reporter cette victoire! Si tel était le cas, par exemple pour la rente agricole ou la rente minière (il y a des rentes qui, de manière absolue, ne s'expliquent que par un monopole, par exemple la rente de l'eau en Lombardie, (dans certaines régions de l'Asie, ainsi que la rente immobilière dans la mesure où elle est une rente de la propriété du sol) il s'ensuivrait qu'alors que le produit de tous les capitaux industriels monterait ou baisserait jusqu'au prix moyen, celui de l'agriculture, sa valeur qui serait supérieure au prix moyen." (TSPL t.II p.26)

" Dans l'étude ultérieure du prix de la terre, nous ne tiendrons pas compte de toutes les fluctuations dues à la concurrence ni des spéculations foncières, ni même de la propriété foncière où la terre représente l'instrument principal des producteurs, ceux-ci étant par conséquent obligés de l'acheter à n'importe quel prix." (Capital Livre III t. III p.159)

ANNEXE III.LE CAPITAL ET L'AGRICULTURE. (Extrait de Invariance N°6 -1969)

Le texte que nous reproduisons ci-après est extrait du N°6 d'Invariance ancienne série (1969) "Thèses de travail sur la révolution communiste". Dans le plan original, il s'agit du chapitre 4.3 "Le capital et l'agriculture", sous-partie du chapitre 4. "Le développement du capitalisme".

Les thèses 4.3.1.1. à 4.3.1.12 sont reproduites telles quelles du travail de la Gauche sur la question agraire et sont parues dans "Il programma Comunista" N°12-1954.

Les sous-chapitres 4.3.2 et 4.3.3. sont le résultat du travail effectué par Invariance.

Tous les points abordés dans ces thèses ont été commentés au cours de l'intégralité de notre travail sur la question agraire, aussi n'avons-nous pas jugé utile de modifier ces thèses que nous rééditons ici en annexe comme document théorique contribuant à la compréhension de la critique générale du MPC, particulièrement en ce qui concerne la théorie de la rente et la question agraire. Bien sûr ces thèses seront rééditées étoffées et remaniées dans le cadre de notre reprise générale des "Thèses sur la révolution communiste" (cf. Introduction au N°11 de CouC).

oooo0oooo

4.3. Le capital et l'agriculture.

"Tant par sa nature que par l'histoire, le capital créé la propriété et la rente foncière modernes; son action dissout donc parallèlement les anciennes formes de la propriété foncière. La nouvelle forme surgit à la place de l'ancienne par suite de l'action du capital. En ce sens, le capital est père de l'agriculture moderne. Les rapports économiques de la propriété foncière moderne représentent un procès : rente foncière-capital- travail salarié (on peut l'inverser aussi : travail salarié - capital- rente foncière; mais toujours c'est le capital qui est l'intermédiaire actif.) Nous avons ainsi la structure interne de la société moderne, le capital étant posé dans la totalité de ses rapports."
(Marx. Grundrisse. t.I p.224)

4.3.1. Caractères généraux.

4.3.1.1. Nature et travail.

Contrethèse 1. La nature met périodiquement à la disposition de la société humaine une masse de richesses. Celui qui contrôle une portion de terrain jouit de l'usage d'une partie d'un tel fruit.

Thèse 1. Tout le complexe de biens d'usage dont dispose la société provient du travail humain. Dispose de biens, sans livraison corres-

pondante de travail tout groupe social qui contrôle : a) les personnes des producteurs; b) le droit d'accéder à la terre des producteurs; c) les instruments de travail indispensables aux producteurs, donc les produits.

4.3.1.2. Richesse et sur-travail.

Contrethèse 2. Terre, outillage de travail, argent sont accumulation de richesses, qu'elles proviennent de la nature ou du travail qui, sans s'épuiser, en engendrent périodiquement une quote-part dont il est possible de jouir (rente, profit, intérêt).

Thèse 2. Toute entrée, pour les classes qui ne s'adonnent pas à la production, dérive d'un sur-travail d'autres classes. Sur le produit engendré, les institutions politiques imposent seulement le prélèvement de la partie mineure, qui suffit à conserver et à faire reproduire la classe active.

Intérêt, rente, profit, ne sont que des parties de cet excédent ou surproduit, attribué à diverses couches sociales, en vertu des pouvoirs de l'ordre en vigueur.

4.3.1.3. Répartition du produit.

Contrethèse 3. (Formule trinitaire). Le produit est formé grâce aux trois facteurs de la production : travail, propriété, capital. Il doit donc être réparti en trois parties : le salaire rémunère le travail, la rente la propriété foncière, le profit (et l'intérêt) le capital.

Thèse 3. Avant tout le produit contient un 4^e élément : le quantum de matières premières et l'usure de l'outillage et des implantations qui doit être restauré à la fin du cycle et que les marxistes appellent capital constant. L'équation de l'économie bourgeoise classique est donc fautive : produit égale salaire plus profit plus rente. On doit donc répartir la "valeur ajoutée au produit" au cours d'un cycle productif donné. Une telle valeur dérive toute du travail employé.

Dans la forme capitaliste moderne, il y a trois classes en présence. Toute valeur engendrée dans la production découle du travail du prolétariat, et sur celle-ci s'opèrent trois prélèvements : salaire pour les ouvriers (séparés des instruments de travail et de la terre), profit pour les entrepreneurs capitalistes (qui disposent de capital mais non de terre); rente pour les propriétaires fonciers.

4.3.1.4. Patrimoine et capital.

Contrethèse 4. La rente foncière équivaut au fruit que retire celui qui possédait un capital-argent en l'ayant investi dans l'acquisition de la terre, de même qu'il aurait obtenu en l'ayant investi dans celle d'implantations productives ou en le prêtant contre intérêt.

Thèse 4. Le profit des diverses entreprises capitalistes tend à un nivellement et à un taux moyen, tant que n'intervient pas la rente. En ce cas, le produit assume sur le marché la valeur d'échange qui correspond à celui que le marxisme appelle prix de production : capital constant + capital variable + profit.

L'économie bourgeoise appelle coût de production la somme anticipée pour le capital constant et le capital variable.

L'économie marxiste appelle taux de profit, le rapport du profit à une telle somme avancée, elle appelle ensuite taux de plus-value le rapport du profit au capital variable ou dépense pour les salaires.

Ni l'une ni l'autre des grandeurs ne correspond au taux de bénéfice ou dividende, en général plus bas, que l'économie habituelle met en rapport au patrimoine de l'entreprise, patrimoine représentant la

valeur des implantations productives, plus le capital monétaire de gestion, plus les immeubles s'il y en a.

Terre et capital monétaire et même valeur estimée des moyens de travail, dans la mesure où ils sont considérés comme des biens mercantiles et non comme des facteurs liés à la production et qu'ils demeurent inchangés après le cycle qui a réalisé le produit net, ne sont pas des investissements de capital productif mais sont des titres sociaux à faire des prélèvements sur le profit et sur le sur-travail ainsi que sur le sur-profit, quand il existe. Ils n'entrent pas dans le calcul de répartition du produit total vendu (le chiffre d'affaires pour les bourgeois) qui pour les marxistes se répartit entre capital total anticipé et profit.

4.3.1.5. Rente différentielle.

Contrethèse 5. La rente de la terre est d'autant plus élevée que l'est la valeur de marché de cette dernière. Cela résulte du droit de l'époque moderne qui laisse libre l'achat ou la vente de la terre ou d'investir ailleurs le prix selon les convenances.

Thèse 5. Tandis que l'intérêt est une partie du profit normal, le reste est "bénéfice d'entreprise" que l'entrepreneur cède à un prêteur quand il ne dispose pas lui-même du numéraire pour acquérir les matières premières et payer les salaires, avec ce qu'il recouvre lors de la vente du produit final; la rente surgit seulement quand il y a un sur-profit en regard du taux de profit social moyen lui-même.

Une exploitation agricole produit du surprofit par rapport à une autre quand la fertilité de la terre est telle qu'avec le même travail et la même avance de capital on récolte une plus grande quantité de denrées, que le marché absorbe au même prix général.

Cette différence, une fois remboursés les dépenses et le profit normal du fermier capitaliste, est versée au propriétaire et forme la rente différentielle.

4.3.1.6. Loi du terrain le plus mauvais.

Contrethèse 6. De même que pour les produits manufacturés, le prix dépend de l'offre et de la demande : il est élevé quand existe une plus grande demande de consommation, il est bas quand existe une plus forte capacité de production.

Thèse 6. Les célèbres oscillations concurrentielles n'ont pas plus d'importance que de petites "modulations d'altitude" sur l'onde portante d'altitude stable : elles se compensent entre elles et ne produisent pas de transfert de richesse d'une classe sociale à l'autre, mais seulement profits et pertes épisodiques d'entreprises particulières. Pour les produits manufacturés de l'industrie moderne, le prix tend à s'établir autour de leur valeur d'échange, identique dans ce cas au prix de production, incluant le profit en raison du taux moyen.

Pour les produits agricoles le prix du marché s'établit d'après le prix de production particulier du terrain le moins fertile, qui arrive à compenser le seul profit moyen, outre les dépenses. Etant donné le rapport entre la population croissante et la terre cultivable limitée, tout le produit est établi au même prix, et là où, à dépense égale, il se trouve en quantité plus grande, et donc avec un prix de production particulier plus petit, apparaît le surprofit qui devient la rente.

4.3.1.7. Rente absolue.

Contrethèse 7. Etant donné qu'il n'y a de rente pour le propriétaire qu'à partir du moment où le produit rapporte, au prix du marché, quelque chose en plus du profit capitaliste normal, il n'y a pas de rente sur le plus mauvais terrain, régulateur du marché. Il ne serait cultivé que par le propriétaire lui-même, en tant qu'entrepreneur capitaliste (Ricardo).

Thèse 7. En plus des bons successifs du volume de la rente qui proviennent de la meilleure qualité des terrains, on trouve une rente absolue, propre au cas le plus défavorable. Cela est dû au fait que, pour les denrées alimentaires (blé = aliment de base) le prix de marché est supérieur même à la valeur, c'est-à-dire au prix de production dans les conditions les plus mauvaises, et ce, à partir du moment où la terre entière est occupée et gérée sous la forme de l'entreprise capitaliste (à partir donc du moment où la consommation directe des denrées par le cultivateur a été dépassée, et où tout entre comme marchandise dans le circuit mercantile.)

Le mode historique de production capitaliste, en se répandant, fait baisser le prix des objets manufacturés, et s'élever le prix des aliments.

4.3.2.8. Industrie et agriculture.

Contrethèse 8. Avec le progrès de la technique et l'investissement de capitaux plus importants dans l'agriculture, la masse des produits alimentaires pourra s'accroître jusqu'à faire baisser le coût...

sous contrethèse a): à condition de libéraliser les échanges et les investissements de capitaux...

sous contrethèse b): à condition qu'une division économique centrale calcule de façon opportune les volumes de capitaux à destiner aux différents secteurs, et règle les conditions du marché.

Thèse 8. Toute compensation entre les prix industriels et les prix agricoles est impossible dans l'économie capitaliste, de même qu'en général, entre la satisfaction des besoins en fonction des besoins en fonction de l'intérêt social; de même qu'elle est impossible dans la distribution de la richesse, du capital, du revenu.

La tendance d'une telle économie, toujours plus éloignée de l'équilibre, est liée non à la triple appropriation de sur-travail, mais au fait que la répartition du produit entre les différentes classes, dépend de l'existence d'un prix courant de marché égal pour les marchandises produites dans les conditions les plus diverses relativement aux efforts et aux résultats.

La composition organique toujours meilleure du capital industriel (niveau technologique élevé : des matières premières nombreuses transformées par un nombre toujours moindre d'ouvriers et d'heures de travail), détermine la baisse générale du taux de profit (tandis qu'avec la croissance du capital global, la masse de profit croît énormément) même avec un taux égal de plus-value (prélèvement égal de sur-travail).

Ce processus que le développement de la production rendit inéluctable, est bloqué dans l'agriculture, non seulement par le monopole privé de la terre, mais surtout par le nivellement mercantile de toute la masse produite apportée à l'échange, et par le rapport défavorable population terre.

L'attribution à l'Etat de toutes les rentes foncières, proposée depuis les débuts de l'industrialisation, n'éliminerait pas les causes de ce fait essentiel. Car cela consisterait à redistribuer le surprofit, qui allait aux propriétaires fonciers, entre les capitalistes auxquels l'Etat, selon la vieille thèse de Ricardo, ne récla-

merait plus d'impôts sur les bénéfices.

4.3.1.9. Communisme et antimercantilisme.

Contrethèse 9. La compensation générale et la baisse du temps de travail social moyen, avec un niveau général élevé de la consommation, peut être obtenue, en plus de l'étatisation de la rente :

a) en attribuant à l'Etat tout le profit des entreprises industrielles et agricoles; b) en laissant le profit aux associations autonomes de tous les travailleurs de chaque entreprise.

Thèse 9. Ces mesures ne sortent pas du cadre mercantile et donc capitaliste, étant donné que l'échange mercantile réglerait les rapports d'entreprise à entreprise, ou d'entreprise à Etat, d'entreprise à consommateur, ou de consommateur à Etat, ainsi que d'entreprise à travailleur. On aurait également un énorme travail social global avec une faible consommation sociale globale, et aucune compensation entre apports de travail et jouissances de consommation.

La destruction du despotisme de fabrique, de l'emprisonnement pour un temps de travail exagéré (qui technologiquement aujourd'hui devrait constituer une petite fraction du temps de travail de l'époque pré-capitaliste et du maximum physiologique) et la destruction de l'anarchie de la production (ou le gaspillage d'une grande partie du produit social sans qu'il soit transformé en consommation utile) constituent le programme communiste de la révolution prolétarienne. Il comporte les caractères suivants :

A. Abolition de l'administration de la production par les unités d'entreprises.

B. Abolition de la distribution par le moyen de l'échange mercantile et monétaire, tant pour les produits-marchandises que pour la force humaine de travail.

C. Plan social unique, mesuré d'après des quantités physiques et non d'après des équivalents économiques, de l'assignation aux différents secteurs productifs des forces de travail, des matières premières, des instruments, et de l'assignation des produits dans les secteurs de consommation.

Les formules qui affirment que le socialisme est la suppression de la plus-value et la restitution du produit intégral à chaque producteur sont totalement erronées.

Le socialisme, c'est l'abolition de toute valeur marchande et de tout travail forcé et payé, avec le don de sur-travail de chaque individu à la société, non à d'autres ni à lui-même.

4.3.1.10. Parcellisation et misère.

Contrethèse 10. Un remède aux grandes disparités de distribution de la richesse, reconnues par tous, se trouve dans la parcellisation de la terre en petites unités familiales dirigées par des fermiers, des colons, des paysans propriétaires libres.

Thèse 10. Dans l'agriculture, outre les salariés, les couches de la population laborieuse, dont la société capitaliste ne sera jamais épurée, sont des survivances de formes sociales passées. Le produit d'une telle production fragmentaire se maintient à un prix plus bas que celui fourni par l'agriculture pleinement capitaliste, seulement parce que ces travailleurs-entrepreneurs et même micro-propriétaires fonciers - à cause de difficultés naturelles et sociales et de la mauvaise technique - abandonnent une partie de la rente et du profit et souvent même du salaire (équivalent à celui d'un paysan sans terre) à la classe capitaliste et à l'Etat, aux consommateurs (cas où le prix est au-dessous et non au-dessus de la valeur).

De telles couches forment une classe - presque une caste d'opprimés-arriérée vis-à-vis du monde moderne, incapable - dans la mesure où leurs révoltes à cause de la famine peuvent troubler le pouvoir bourgeois - de personnifier de nouvelles formes sociales révolutionnaires.

La révolution est la tâche des prolétaires de l'industrie et de la terre; la dictature révolutionnaire est la fonction seulement de ceux-ci.

4.3.1.11. Monopole et concurrence.

Contrethèse 11. La théorie marxiste de l'économie moderne, fondée sur les lois de la production en tant que détermination de la valeur du produit et de la plus-value, n'a pas pu rendre compte exactement des phénomènes récents du monopole et de l'impérialisme, étant donné que ses déductions partaient de l'hypothèse de l'existence de la pleine concurrence.

Thèse 11. La théorie fondée sur le calcul de la grandeur de la valeur et de ses fractions dans la production capitaliste s'opposa dès son apparition à celle bourgeoise de la concurrence. Elle la nia et la condamna, en dévoilant, dès ce moment-là, le caractère de monopole de classe de cette économie. Les phénomènes récents ont confirmé la doctrine et toutes ses prévisions. Leur présentation théorique et mathématique, même dans les secteurs industriels, s'accomplit sans aucune difficulté, grâce aux théorèmes rigoureux sur la rente. Ceux-ci furent appliqués - dès leur énonciation - non seulement à l'agriculture - mais à toutes les forces naturelles. Ils sont donc valables pour l'économie où il y a le moteur à vapeur, ou à essence, dont l'énergie est hydro-électricité, ou demain, nucléaire. Tout cela forme les bases actuelles ou prochaines, de surprofits et de monopoles, de revenus parasitaires, qui accusent le manque de compensation de la forme sociale capitaliste.

4.3.1.12. La science ennemie.

Contrethèse 12. Les doctrines fondées sur l'introduction de grandeurs mesurables dans la production, sur le passage de valeur de classe à classe, avec leurs prévisions sur les tendances d'un développement historique, sont des idéologies arbitraires, étant donné que dans le domaine économique, il n'y a pas de prévisions scientifiques possibles. La seule science possible est celle qui se fonde sur l'enregistrement des prix concrets, en suit les vicissitudes extrêmement complexes. Les économistes modernes, très postérieurs à Marx, les auteurs les plus connus, les professeurs les plus suivis et les plus illustres, s'en tiennent aux théories du prix.

Thèse 12. Les professeurs à la lanterne !

(il programma comunista N°12 1954)

4.3.2. Agriculture et procès de valorisation du capital.

4.3.2.1. L'étude de la rente foncière et des lois économiques réévaluant l'agriculture capitaliste n'est pas une partie marginale de l'oeuvre de Marx. Elle est pourtant trop souvent délaissée sous prétexte que l'agriculture occupe une place toujours moindre dans la production capitaliste. Pour certains il semble que cette étude ne soit importante que pour les pays accédant au capitalisme. Ils oublient que la rente foncière que Marx étudie est la rente foncière capitaliste. Mieux, celui-ci dit que "c'est la seule valeur que le capital crée à partir de lui-même." On en est arrivé à ces erreurs parce que on a fragmenté l'oeuvre de Marx et qu'on a voulu faire de celui-ci un théoricien uniquement de "l'économie industrielle".

"Bref, le travail salarié dans sa totalité se développe grâce à l'action du capital sur la propriété foncière; enfin, lorsque cette dernière a pris une forme élaborée, le propriétaire foncier lui-même poursuit cette action. Il procède alors lui-même au nettoyage, selon le mot de Steuart c'est-à-dire qu'il débarrasse la campagne des bouches inutiles, arrache les enfants de la terre au sein maternel, où ils ont grandi, transformant ainsi l'agriculture qui, de par sa nature, apparaît comme source de subsistances immédiates en source de subsistances médiatisées et dépendantes des rapports sociaux. (Cette interdépendance doit se dégager d'abord dans toute sa pureté avant qu'on ne puisse penser à une véritable communauté sociale : toutes les conditions doivent découler de la société et ne plus être déterminées par la nature." (Fondements t.I pp.224-25)

Sans une transformation totale des rapports de l'homme à la nature -ce qui implique que l'homme doit dépendre du capital qui devient élément médiateur entre l'homme et celle-ci - il ne peut y avoir une révolution sociale. Il ne suffit pas que l'agriculture produise pour le marché, il faut que le capital s'empare complètement d'elle.

4.3.2.2. En fait la théorie de la rente foncière est une pièce maîtresse de l'oeuvre de Marx.

"Mais plus je me plonge dans cette ordure (l'économie politique NDR) plus je me convaincs que la réforme de l'agriculture, donc également de cette merde de propriété qui se fonde sur elle est l'alpha et l'omega du bouleversement futur. Sans quoi le père Malthus aurait raison." (Lettre de Marx à Engels 03.04.1851)

Or, il est clair qu'avant de résoudre, il faut étudier comment le capital se comporte dans l'agriculture.

"C'est alors seulement que devient possible l'application de la science et le plein développement des forces productives. Il ne peut donc subsister de doute : dans sa forme classique, le travail salarié imprègne la société dans toute sa largeur et, comme fondement de l'activité sociale, se substitue à la terre à partir du moment où est créée la propriété foncière moderne, c'est-à-dire où la propriété foncière est produite en tant que valeur par le capital. C'est pourquoi la propriété foncière se ramène elle aussi au travail salarié. En un sens, c'est tout bonnement le transfert du travail salarié des villes à la campagne; autrement dit, la diffusion du travail salarié sur toute la surface de la société." (Grundrisse t.1 p.225)

4.3.2.3. Ainsi, c'est en s'emparant de la terre, en produisant la rente foncière que le capital peut arriver à se poser en tant que totalité.

"En créant la propriété foncière, le capital se remet donc à produire du travail salarié, qui est sa base productive générale. Le capital est issu de la circulation

et implique donc le travail salarié : c'est alors qu'il se développe en une totalité, et pose la propriété foncière à la fois comme sa condition et son antagonisme. Mais il se révèle que, ce faisant, il crée uniquement le travail salarié comme sa base générale. Il faut donc le considérer à part."
(Ibid p.227)

4.3.2.4. Le développement du capital élimine le bourgeois et le propriétaire foncier en tant que personnages, mais les lois qu'ils représentaient sont généralisées. En particulier, en ce qui concerne la propriété foncière, elles prennent une extension considérable dans la construction puisque celle-ci est directement liée à la question de la rente des terrains à bâtir, base à la fois du renchérissement des loyers et de l'accroissement de la spéculation. D'autre part, étant donné que le capital est urbanisation de la campagne, ces lois trouvent un champ d'application plus ample.

4.3.2.5. Les erreurs d'interprétation de la question agraire dérivent du fait de la non compréhension du fondement de la critique de l'économie politique : la théorie de la valeur, de son surgissement à sa destruction. Le capital est un moment de la vie de celle-ci. Les économistes dirent qu'avec le capital, la loi de la valeur n'était plus opérante. Marx montra que le capital naissait sur la base de celle-ci, qu'il ne la détruisait pas, mais parvenait à la dominer : passage à la loi des prix de production (moment où il semble que ce soit le capital qui donne valeur aux produits). C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de cette dernière que le capital arrive à dominer l'agriculture (cf. le livre IV du capital).

Le capital naît dans l'agriculture : capitalisme = révolution agraire. Mais ce n'est qu'à un certain stade de son développement qu'il parvient à l'assujettir à ses lois. Dès lors, la barrière, le monopole lié à la propriété privée n'est plus une barrière externe mais devient interne et est un moyen de valorisation. A ce moment-là le monopole a perdu le caractère qu'il avait dans la société féodale.

"Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement. Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole. Les monopoles se font de la concurrence, les concurrents deviennent monopoleurs. Si les monopoleurs restreignent la concurrence entre eux par des associations partielles, la concurrence s'accroît parmi les ouvriers; et plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des différentes nations. La synthèse est telle que le monopole ne peut se maintenir qu'en passant continuellement par la lutte de la concurrence."
(Misère de la philosophie)

"Donc, le monopole moderne n'est pas une simple antithèse, c'est au contraire la vraie synthèse." (Ibid) Il est la "négation de la négation".

4.3.2.6. Le monopole, en faisant obstacle à la péréquation du taux d'écart, limite la dévalorisation. Or le capital lutte contre cette dernière. Il est donc évident qu'au sein de la sphère industrielle un tel mouvement puisse se produire. Ceci est aussi valable pour le protectionnisme qui est indissolublement lié au libre-échange comme le monopole à la concurrence. A l'origine, il est un obstacle à la valorisation du capital, puis il en devient une composante. C'est en fait un moyen d'ajouter de la valeur à des marchandises dévalorisées à cause de la productivité du travail.

4.3.2.7. La terre est devenue capital. Grâce au développement de la science (chimie, biochimie, pédologie etc...) il est possible d'accélérer la production et donc d'arriver à diminuer le temps d'immobilisation du capital, sa dévalorisation. Réciproquement, le capital prend des caractères fonciers. Il y a par exemple, la mise en jachère du capital. Ceci se produit lorsqu'il y a trop de capital libéré du procès de production, et que celui-ci ne trouve pas, pour ainsi dire un "terrain" où s'incorporer. Lorsque le marché monétaire s'est constitué, ces capitaux devenus "flottants" sont susceptibles d'aller d'une zone à l'autre et de participer à la spéculation.

4.3.2.8. Le maintien d'entreprises marginales arrivant difficilement à produire au taux moyen de profit social, est un autre exemple de cette "agrarisation" du capital. Ceci se produit non seulement dans les pays peu évolués, mais aux E-U. En fait, c'est un moyen pour le capital, en tant que totalité, de récupérer du sur-travail. Tout se passe comme pour les paysans parcellaires.

"Une partie du sur-travail effectuée par les paysans qui travaillent dans les conditions les moins favorables est donnée gratuitement à la société et n'entre pas dans la fixation des prix de production ou dans la création de valeur en général. Ce prix moins élevé résulte par conséquent de la pauvreté des producteurs et nullement de la productivité de leur travail."

(Le capital t.8 p.185)

4.3.2.9. Le monopole reprend sa forme foncière, en capitalisme pleinement évolué. Pour le propriétaire foncier, il consistait dans le fait de posséder une partie de la terre cultivable; pour l'entreprise (non pour un homme) il réside dans le fait de détenir une part du capital social. D'où la concurrence que se font les entreprises afin de jouir d'une fraction toujours plus grande de celui-ci; d'où la tentative d'infléchir l'Etat, représentant de la communauté matérielle, dans le sens de leurs intérêts, c'est-à-dire : se faire octroyer des prêts. Avec ce qui est appelé le "complexe militaro-industriel", les E-U offrent la meilleure illustration de ce qui précède. Ceci est logique, car, si l'Etat doit être géré comme une entreprise, celle-ci a besoin de l'Etat, surtout de l'armée, pour réaliser ses objectifs. Le langage militaire envahit le domaine économique.

4.3.2.10. Pour le capital l'unique richesse c'est la force de travail vivant, celle qui engendre la plus-value, car c'est grâce à elle qu'il s'accroît et vit. Pour que le capital domine pleinement il faut donc que tout devienne capital, que l'homme soit séparé de tout, dépouillé de tout, de telle sorte que s'il veut produire, manger, jouir, il doit accepter les conditions du capital : fournir le surtravail. Cependant l'accroissement de la production tend à diminuer, à réduire à zéro le temps de travail vivant inclus dans les marchandises : c'est la négation du capital. D'où alors la tendance à freiner le développement des forces productives et à trouver des moyens artificiels de valorisation qui condamnent l'homme à toujours travailler. Ce faisant un nouveau type de rente apparaît. Elle représente la valeur de la différence entre le temps de travail cristallisé dans le produit engendré par la production actuelle et le temps de travail qu'il renfermerait si réellement toutes les possibilités techniques étaient utilisées et le gaspillage détruit. Le capital est donc une entrave au progrès. Mais cette entrave se manifeste de façon aiguë sous la forme d'une exploitation absurde : faire travailler inutilement les hommes.

4.3.3. Le capital et la destruction de la nature.

4.3.3.1. "Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail, que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur, la combinaison sociale du travail que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelles. La dissémination des travailleurs agricoles sur de grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de la productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du Nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse :
La terre et le travailleur."
(Le capital t.2 pp.181-182)

"La grande industrie et la grande agriculture exploitées industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débilitier les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissent à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre."
(Ibid. t.8 p.192)

Ces prévisions de Marx se vérifient quotidiennement à l'heure actuelle. Le développement du capital se présente comme une immense catastrophe naturelle : épuisement des sols, destruction de la faune et de la flore. Le capital est réification de l'homme et minéralisation de la nature.

4.3.3.2. La minéralisation de la nature s'effectue par :

a- le développement des villes. D'une part, il y a destruction des espaces verts qu'elles renfermaient, d'autre part, elles s'accroissent énormément, minéralisant toujours plus la campagne.

b- urbanisation de la campagne, c'est-à-dire qu'il y a une construction tout à fait absurde de résidences secondaires, d'installations pour les loisirs : campings, motels, hôtels, sans compter différentes installations attractives, hauts-lieux de l'incrétinisation humaine.

c- le développement du réseau routier qui détruit toujours plus de bonnes terres pour permettre un moyen de transport anarchique. Le développement de l'industrie automobile implique cela, tant pour

le déplacement des hommes que pour celui des marchandises. C'est ici une claire manifestation de l'antagonisme entre socialisation et privatisation. Le capital ne peut assurer son procès de valorisation qu'en privatisant, parceque cela permet une multiplication de la production.

d- développement anarchique des voies navigables, des ports, des aérodromes.

Sous le féodalisme, les terres de culture étaient transformées en terrain de chasse. La nature n' y était pas détruite. A l'heure actuelle, la société des loisirs met la nature en cage afin de la présenter aux hommes abrutis qui ne peuvent voir en elle que le reflet de leur asservissement.

4.3.3.3. Cette minéralisation s'accompagne d'une pollution toujours plus poussée de l'air et de l'eau. En ce qui concerne cette dernière, elle vient à manquer même dans les pays où le bilan hydrique fut toujours nettement positif. En est responsable non seulement l'industrie, qui a besoin de ce liquide pour le refroidissement de ses moteurs (de telle sorte que l'eau des rivières atteint parfois une température difficilement compatible avec la vie) mais l'économie domestique elle-même a été industrialisée à un point extrême. L'homme moderne devra payer l'air et l'eau, ce qui veut dire que pour avoir les éléments que la nature lui offrait gratuitement, il devra fournir un surcroît de travail. Le capitalisme ne diminue donc en aucune façon le temps de travail de l'homme, la peine de l'homme. En ce sens il est profondément religieux : il conserve et amplifie l'antique malédiction divine inscrite dans la genèse. L'homme ne pourra la détruire qu'en détruisant le capital.

Pour assurer l'approvisionnement en eau dans les concentrations urbaines il faut multiplier les barrages de retenues, en amont des villes bâties sur les rives d'un fleuve (Paris par exemple); ou bien aller chercher l'eau à des centaines de kilomètres. Or, dans le premier cas, ces barrages causent des catastrophes irréparables à la vie parceque les brusques variations de niveau que l'on doit y provoquer pour alimenter les villes détruisent, en particulier, les frayères, d'où la raréfaction du poisson dans beaucoup de rivières.

4.3.3.4. Les épigones du capital, les savants, proclament que tout mal peut être combattu. Ainsi, on peut apporter l'eau aux villes, on pourra étudier des systèmes pour combattre la pollution de l'atmosphère et de l'eau, on construira des navires spécialisés dans la destruction du pétrole répandu à la surface des mers. Cependant, ce qu'ils oublient toujours, c'est que de cette façon on crée de nouvelles industries, de nouveaux moyens de valorisation du capital et, qu'en conséquence, on condamne toujours l'homme au travail forcé.

C'est pourquoi le mot d'ordre que certains lancèrent en MAI (les situationnistes par exemple), même s'il n'est pas rigoureusement correct du point de vue théorique, est hautement révolutionnaire : abolition du travail. Effectivement, il faut que l'humanité comprenne que son salut n'est pas dans un surcroît de travail (dans la réalisation d'un plein emploi stupide et avilissant), mais dans la destruction d'une société qui lui impose l'esclavage salarié producteur d'absurdités et de destructions.

4.3.3.5. Avec la minéralisation de la nature, l'homme devient un être toujours plus abstrait, sans racines, il n'est plus un être de la nature, mais un être du capital. C'est pourquoi il se conduit en prédateur vis-à-vis d'elle. La destruction de la nature est sa propre destruction. Il arrivera un moment où cette situation ne sera

plus tolérable et l'humanité devra se révolter pour se récupérer et régénérer la terre-mère.

La création de réserves naturelles est une mise en cage qui précède le déperissement total. On sait ce qu'il advint des hommes à qui on octroya un espace limité. D'autre part la science se targue d'avoir, avec l'écologie, trouvé un moyen de sauver la nature. Cette science présente, il est vrai, un aspect positif (il n'est que le complémentaire de l'autre, celui destructif). L'écologie tend à considérer les différentes espèces dans leur économie naturelle, c'est-à-dire dans leurs rapports réciproques avec le milieu, et entre elles, et ce, dans le temps; ce qui inclut une étude génétique et évolutive. Dès lors se pose la nécessité d'une écologie humaine. Certains auteurs se rendent compte que les "primitifs" connaissaient une écologie.

Mais ce n'est pas une science -un produit séparé de l'activité totale de l'homme - qui peut apporter un remède à la dramatique situation où se trouve l'espèce humaine à l'heure actuelle. Seule une doctrine générale qui inclut en elle, en tant qu'élément déterminant de sa réalisation, une action fondamentale, la révolution peut présenter la solution. Cette doctrine c'est celle du prolétariat : le communisme.

"LE COMMUNISME EST LA CONNAISSANCE D'UN PLAN DE VIE
POUR L'ESPECE HUMAINE." (Prometeo II°série p.125)

LA QUESTION AGRAIRE(SOMMAIRE)

Pour exprimer l'état de relatif inachèvement de nos travaux, nous avons coutume de dire, comme la Gauche Communiste d'Italie, que nos textes sont "semi-élaborés". Le lecteur qui aura eu le courage d'étudier avec nous cette "question agraire" jusqu'au bout, aura pu noter quelques bizarreries dans la numérotation du plan. Cela tient au fait que nous avons souvent voulu donner à chaque numéro consacré à la question agraire une unité de thème, alors que si le texte était paru d'un seul bloc il aurait sans doute été découpé autrement. Pour donner une vue d'ensemble du travail, nous publions ci-après le plan détaillé de ce qui a été publié, et là où cela était nécessaire nous avons rectifié la numérotation (les anciens numéros apparaissent entre parenthèses).

N° 2 (Mai 77) . Introduction

1. Les trois classes du MPC.1.1. Les deux phases historiques du développement de la production capitaliste.

1.1.1. Phase de soumission formelle du travail au capital : production de plus-value absolue.

1.1.2. Phase de soumission réelle du travail au capital : production de plus-value relative.

1.1.3. Phase de soumission réelle ou "capitalisme monopoliste d'Etat ?"

1.2. La place de la question agraire dans la théorie communiste.1.3. Les trois classes du MPC.

1.3.1. Le communisme et la question agraire.

1.3.2. Les trois classes du MPC.

1.3.3. Dialectique des trois classes.

1.3.4. Les représentants des trois classes en présence.

1.3.5. Question agraire et doute révisionniste.

N° 4 (Mai 78). 2 Communisme contre valeur.2.1. Introduction.2.2. Valeur d'usage et valeur d'échange.

2.2.1. Valeur d'usage.

2.2.2. Valeur d'échange.

2.3. La valeur et ses formes (valeur d'échange)2.4. Communisme, bon horaire et bon de travail.2.5. Valeur de marché et prix de production.

2.5.1. Le passage de la valeur au prix de production.

2.5.2. Valeur de marché.

2.5.2.1. Valeur individuelle et valeur sociale.

2.5.3. Le prix de production.

2.6. Taux de profit et prix de production.

2.6.1. Taux général de profit, branche et taux de profit moyen.

2.6.2. La péréquation des taux de profit.

2.6.3. Plus-value absolue et prix de production.

2.6.4. Facteurs de l'égalisation du taux de profit.

2.6.5. Egalisation du taux de profit et exploitation de la force de travail.

2.7. "L'erreur" de Marx.

N°6 (Mai 79)3. (3.1) Reproduction de la nature et reproduction de l'espèce humaine.

3.1. (3.1.1.) Dialectique de l'homme et de la nature.

3.2. (3.1.2.) LA reproduction de la nature.

3.3. (3.1.3.) Capital et destruction de la nature.

3.4. (3.1.4.) Terre-matière et terre-capital.

4. (3.2.) Théorie de la valeur et surprofit.

4.1. (3.2.1.) Moyens de reproduction reproductibles.

4.1.1. (3.2.1.1.) Valeur de marché et aristocratie ouvrière.

4.2. (3.2.2.) Moyens de production non reproductibles.

5. (3.3.) Mode de production capitaliste = alimentation végétarienne.N° 8 (Mai 80)6. (4) Terre vierge, capital satyre.

6.1. (4.1.) Introduction.

6.2. (4.2.) La rente différentielle I.

N° 10 (Mai 81)7. (5) Terre marâtre, capital souteneur : rente différentielle II.

7.1. (5.1.) Introduction

7.2. (5.2.) La rente différentielle II/

- 1er cas : prix de production constant.

- 2eme cas : prix de production en baisse.

- 3eme cas : prix de production en hausse.

7.3. (5.3.) Pétrole et rente différentielle.

7.4. (5.4.) Rente différentielle sur le plus mauvais terrain.

7.5. (5.5.) Rente foncière et MPC en URSS.

7.6. (5.6.) Le programme communiste contre Ricardo et ses épigones.

N°13 (Nov 82)8. (6) La rente absolue.

8.1. -(6.1.) Rente absolue et loi de la valeur.

8.2. (6.2.) Le programme communiste contre Rodbertus.

8.3. (6.3.) La rente absolue.

8.4. (6.4.) L'offensive révisionniste et bourgeoise contre le programme communiste.

8.4.1. (6.4.1.) Unicité de la rente absolue.

8.4.2. (6.4.2.) Réalité de la rente absolue.

8.4.2.1. (6.4.2.1.) "Discontinuité" du jugement, intégralité du crétinisme.

8.4.2.2. (6.4.2.2.) Taux de profit agricole et taux de profit industriel.

8.4.2.3. (6.4.2.3.) Le minimum et le maximum.

8.4.2.4. -(6.4.2.4.) La disparition de la rente absolue.

N°15 (Nov 83)

8.4.3. (7.1.) Mr le Floch bouleverse la science.